New Nouveau
Brunswick

L'Économie
au Nouveau-Brunswick

1992

**Rapport à
l'Assemblée législative**

CNB 92028/F

92-03638/

ISSN 0383-3208

L'ÉCONOMIE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

1992

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RÉDIGÉ PAR
L'AGENCE DE LA STATISTIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
MINISTÈRE DES FINANCES

MARS 1992

AVAILABLE IN ENGLISH

TABLE DES MATIRES

PAGE

SOMMAIRE 2

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE 4
- Revue de 1991 4
- Perspectives pour 1992 6

L'ÉCONOMIE CANADIENNE 9
- Revue de 1991 9
- Perspectives pour 1992 11

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK 15
- Revue de 1991 15
- Perspectives pour 1992 19

SECTEURS D'ACTIVITÉ 22
- Agriculture 22
- Pêches 23
- Industrie forestière 24
- Fabrication 27
- Mines 30
- Construction 33
- Services 45

CONCLUSION 40

TABLEAUX STATISTIQUES 41

SIGNES CONVENTIONNELS

..	chiffres non disponibles
...	données non pertinentes
___	néant
--	nombre infime
p	chiffres provisoires
r	chiffres rectifiés
x	données confidentielles
*	estimations de l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick

BILAN STATISTIQUE DE 1991

	Nouveau-Brunswick (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Écart (en %) entre 1990 et 1991	
		N.-B.	Canada
PRODUCTION ET REVENUS			
PIB - (en dollars courants)	11 891	2,2	1,1
- (en dollars constants de 1986)	9 138	-1,0	-1,5
Revenu total des particuliers	12 913	4,7	3,2
FACTEURS DE LA DEMANDE			
Formation de capital	2 712	-3,7	-5,8
Exportations	3 019	-3,5	-2,6
Mises en chantier d'habitations	2 872	7,0	-14,0
Commerce de détail	4 641	-6.0	-6,4
POPULATION ET POPULATION ACTIVE			
Population totale au 1er juin (000)	726,8	0,5	1,5
Population active (000)	327	-1,0	0,6
Emploi (000)	286	-1,7	-1,8
Chômage (000)	42	4,0	27,7
Taux de chômage (%)	12,7	...	...
Taux d'activité (%)	58,6	...	...
SECTEURS D'ACTIVITÉ			
Production minière	617	-29,7	-14,6
Recettes agricoles en espèces	254,9	-7,4	-1,3
Livraisons de biens de fabrication	5 648	-8,1	-5,9
Consommation d'énergie électrique (GW.h)	13 638	3,5	1,1
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	124,2	6,5	5,6

SOMMAIRE

Étant donné que la plupart des pays industrialisés ont connu un ralentissement économique ou une récession vers la fin de 1990 et le début de 1991, la demande pour les produits néo-brunswickois sur les marchés internationaux a donc été faible. On estime que le produit intérieur brut (PIB) a fléchi de 1,0 % en 1991, suivant ainsi le recul enregistré aux États-Unis et dans l'ensemble du Canada. Des grèves ont en outre contribué au ralentissement de la production dans deux des plus grandes industries de la province, soit les mines et les pâtes et papiers. Par ailleurs, les investissements ont été légèrement moins vigoureux qu'en 1990.

Les industries productrices de biens ont affiché une baisse de production d'environ 1,7 %, alors que la demande pour les services a connu un recul de 0,6 %. Les mises en chantier d'habitations ont augmenté de 7,0 % (pour se chiffrer à 2 872), en comparaison à une diminution de 14,0 % enregistrée à l'échelle nationale.

Affaiblies par les effets de la récession et par le piètre niveau de confiance des consommateurs, les ventes au détail ont chuté de 6,0 % au Nouveau-Brunswick en 1991, contre un recul de 6,4 % dans l'ensemble du Canada. L'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 6,5 %, à cause, en autre, de l'entrée en vigueur de la taxe fédérale sur les produits et services. Étant donné que la récession a provoqué un fléchissement de la demande pour les principales marchandises exportées du Nouveau-Brunswick, la valeur des livraisons des industries de fabrication a chuté de 8,1 %, en comparaison à une diminution de 5,9 % dans l'ensemble du pays.

La population active du Nouveau-Brunswick a diminué de 4 000 personnes en 1991, ce qui a entraîné une baisse du taux d'activité provincial (58,6 %) pour la première fois depuis 1984. Le niveau de l'emploi a diminué de 1,7 % (5 000 emplois), ce qui est légèrement inférieur à la baisse de 1,8 % enregistrée au pays. Le nombre de chômeurs s'est accru de 2 000 par rapport à 1990, provoquant ainsi une hausse de 0,6 point de pourcentage du taux de chômage, lequel

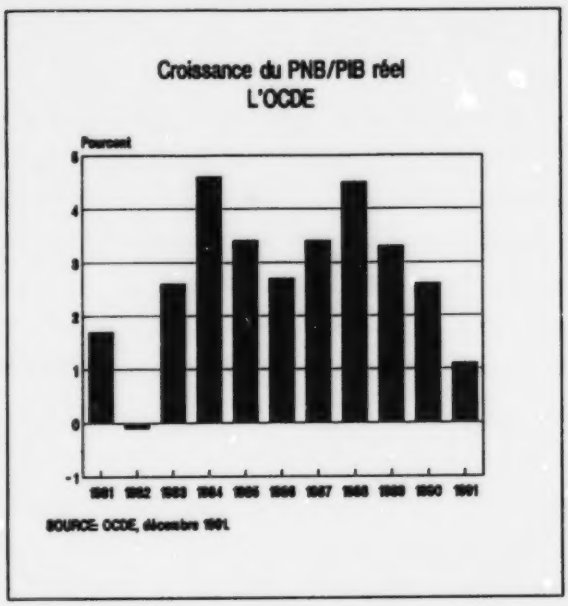
s'établit à 12,7 %. La performance du Nouveau-Brunswick a cependant été meilleure que pour le Canada dans son ensemble, où le taux de chômage a connu une augmentation de 2,2 points de pourcentage.

Étant donné qu'on prévoit un redressement plus vigoureux des économies canadienne et américaine durant la deuxième moitié de l'année, on s'attend à ce que le PIB réel de la province augmente de 0,5 % en 1992. Compte tenu que l'économie néo-brunswickoise repose en grande partie sur les ressources, la province entre donc historiquement en récession plus tard que la majorité des économies basées sur la consommation et tarde par la suite lors de la reprise. La reprise sera d'ailleurs ralentie par les pertes de capacité de production et d'emplois qui se sont produites en 1991 et au début de 1992, surtout dans l'industrie des pâtes et papiers. Toutefois, ces pertes seront partiellement compensées par la création d'emplois et par les gains de production résultant de la mise sur pied de nouvelles entreprises dans les secteurs des services et de la fabrication. On prévoit que les activités de construction ralentiront par rapport à l'année dernière; toutefois, elles devraient bénéficier d'une augmentation des investissements résidentiels et du lancement de grands projets dans les secteurs des services d'utilité publique et des services.

On s'attend à ce que l'emploi ne fluctue pas beaucoup par rapport à 1991, et on estime probable une légère augmentation du taux de chômage. Par ailleurs, l'indice des prix à la consommation du Nouveau-Brunswick devrait afficher une hausse de 3,0 % en 1992, tout comme celui du Canada.

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

REVUE DE 1991



Durant le deuxième semestre de 1990 et au cours des premiers mois de 1991, la plupart des pays industrialisés ont enregistré une faible croissance économique ou ont été touchés par la récession. Selon les perspectives de l'Organisation de coopération et de développement économique (l'OCDE), publiées en décembre, la croissance économique réelle de ses 24 pays membres n'a atteint que 1,1 % en moyenne l'année dernière, comparativement à 2,6 % en 1990, et à 3,5 % pour la période de reprise (de 1983 à 1989) qui suivit la dernière récession généralisée de 1981-1982. Parmi les sept grands pays industrialisés, le Japon a connu la plus forte croissance économique, avec un taux de croissance se chiffrant à 4,5 %, suivi de l'Allemagne à 3,2 %. Par contre, le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis ont vu leur économie régresser. Il faut dire que la récession de 1990-1991 n'a pas été aussi profonde et généralisée que celle de 1981-1982, puisque durant cette période la croissance économique ne s'était élevée qu'à 0,1 % dans les pays membres de l'OCDE, et à 0,2 % dans les pays industrialisés. Pour une troisième année de suite, les économies dynamiques de l'Asie ont enregistré un taux de croissance se situant entre 7 et 8 %. La vigueur de la demande intérieure a compensé la diminution de la valeur des exportations vers les pays de l'OCDE, mais la rigidité des marchés du travail, les contraintes de capacité et une hausse de l'inflation ont commencé à se manifester.

Dans les pays de l'OCDE, le taux d'inflation a légèrement diminué, passant de 4,3 % en 1989 et 1990 à 4,2 % en 1991. Certains pays membres, comme l'Italie et le Royaume-Uni, ont réussi à juguler l'inflation, alors que les prix étaient

visiblement à la hausse en Allemagne et au Japon. En raison de la faiblesse de l'économie, le niveau de l'emploi est resté stable par rapport à 1990 dans les pays de l'OCDE. De 1990 à 1991, le taux de chômage est passé de 6,3 % à 7,1 %, un sommet depuis 1987; le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Japon ont tous enregistré des hausses à ce chapitre.

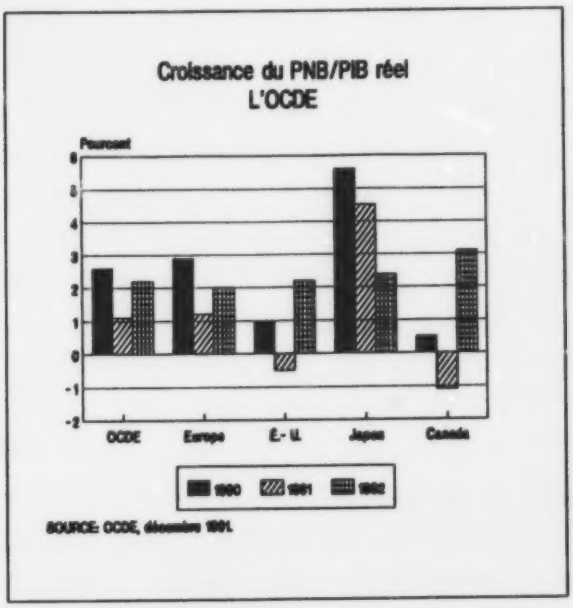
Aux États-Unis, le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 0,7 % en 1991, ce qui constituait la première baisse depuis le glissement de 2,5 % enregistré en 1982. Au cours de l'année, des signes de reprise se sont manifestés assez sporadiquement; la plupart des composantes du PIB n'avaient à peu près pas de vigueur, malgré la baisse importante des taux d'intérêt. Les exportations et le secteur de l'habitation ont été les seuls domaines à contribuer à la croissance. À cause de la piètre confiance des consommateurs, les ventes au détail ne se sont accrues que de 0,7 % en 1991, soit l'augmentation annuelle la plus faible depuis 1961. L'utilisation de la capacité du secteur industriel, qui s'était accrue au cours du second trimestre, s'est une fois de plus repliée au quatrième trimestre.

En 1991, le déclin de l'activité économique a mitigé les pressions inflationnistes, puisque les prix à la consommation ne se sont accrus que de 4,1 %, et que les prix des producteurs ont diminué de 0,1 %. Sur le marché du travail, l'emploi a reculé de 0,9 %, ce qui a entrainé une augmentation du taux de chômage, qui est passé de 5,5 % en 1990 à 6,7 % en 1991.

Le système bancaire américain a continué de connaître des bouleversements importants en 1991; en effet, les problèmes d'insolvabilité qu'ont connus les petites institutions du Sud-Ouest ont aussi touché certaines grandes banques, surtout dans la région de la Nouvelle-Angleterre, qui a été durement éprouvée par la récession. Le secteur industriel de la Nouvelle-Angleterre a encore enregistré un recul en 1991; à lui seul le secteur de la fabrication a affiché des pertes de près de 200 000 emplois depuis 1988. Cette année-là, le taux de chômage global dans la région était inférieur de plus de deux points de pourcentage à la moyenne nationale. Par contre, en septembre 1991, le taux de chômage de la Nouvelle-Angleterre dépassait de 1,5 point de pourcentage la moyenne américaine. La diminution des dépenses consacrées à

la défense, ainsi que les mesures budgétaires strictes adoptées par les administrations des États et des municipalités en vue de réduire le déficit, ont aggravé les problèmes de la région.

PERSPECTIVES POUR 1992



Les dirigeants des banques centrales de la plupart des pays membres de l'OCDE semblent avoir adopté comme objectif la mise en oeuvre d'une reprise sontenue, accompagnée d'une modération de l'inflation. Toutefois, si la reprise se révélait chancelante, ils pourraient devoir stimuler l'économie aux dépens des progrès déjà réalisés dans la lutte à l'inflation. On prévoit que la hausse des taux d'intérêt en Europe (surtout en Allemagne) affaiblira la demande et les pressions inflationnistes. On ne s'attend pas à ce que les taux d'intérêt diminuent de beaucoup avant le milieu de l'année. En 1992, l'Europe procédera à des réarrangements structuraux en préparation de l'union économique. La reprise pourrait aussi être restreinte si de nouvelles barrières commerciales étaient mises en place à la suite de l'échec des présents pourparlers du GATT. L'année 1992 sera très difficile pour l'Europe centrale et les pays de l'Est car la production continue de fléchir.

Les États-Unis, le Canada et le Japon ont choisi de stimuler leur économie en faisant baisser les taux d'intérêt. Le ralentissement des marchés européens fera perdre en grande partie l'avantage que représente pour les exportateurs la baisse de la valeur du dollar américain (et canadien). Qui plus est, les progrès réalisés relativement à l'inflation dans certains pays de l'OCDE se feront en grande partie grâce à une diminution des salaires et des prix par suite de la

récession, plutôt qu'à des changements fondamentaux dans l'économie ou sur les marchés du travail.

Comparativement aux taux de croisssance entre 3 et 6 % enregistrés lors des reprises antérieures, l'OCDE prévoit que la croissance réelle parmi ses pays membres s'élèvera à 2,2 % en 1992, en hausse par rapport au chiffre de 1,1 % atteint en 1990. On estime que chacun des sept grands pays industrialisés connaîtra une reprise économique, exception faite du Japon et de l'Allemagne. Au Japon, le taux de croissance prévu de 2,4 % serait le plus bas depuis 1974.

L'inflation ralentira quelque peu dans l'ensemble des sept pays industrialiés, sauf en Allemagne et en France, où l'on enregistrera des augmentations plus évidentes. Sur le marché du travail, l'embauche devrait augmenter un peu (0,7 %), le Canada et les États-Unis constituant les seuls pays à signaler un meilleur rendement. Le taux de chômage moyen devrait être un peu plus élevé qu'en 1991. On prévoit qu'il passera de 6,4 % à 6,6 % et qu'il augmentera au Japon, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni.

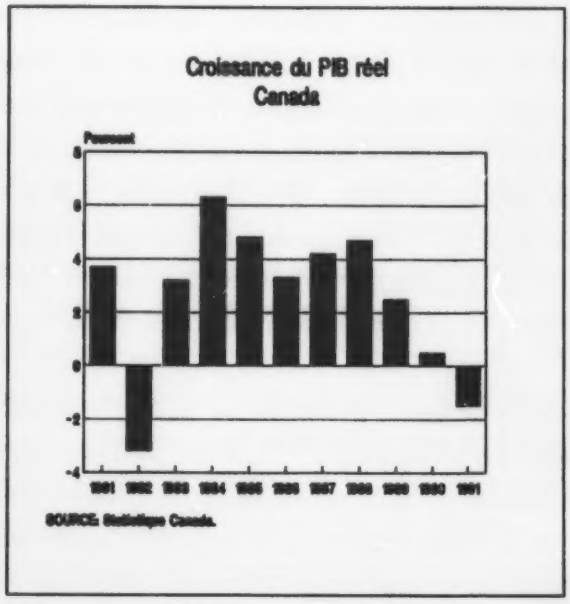
Aux États-Unis, l'activité économique devrait reprendre vers le milieu de l'année, surtout si les mesures de stimulation annoncées par le président Bush dans son message sur l'état de l'Union sont adoptées rapidement. La baisse des pressions inflationnistes permettra une autre réduction des taux d'intérêt au cas où la reprise se révélerait chancelante. Le président du Federal Reserve Board recommande cependant de prendre patience car, selon lui, les baisses de taux d'intérêt effectuées à la fin de 1991 et au début de 1992 devraient être suffisantes pour permettre une reprise de l'économie. Une faible croissance de l'emploi contrebalancera les pertes de 1991, mais ne permettra pas de réduire de façon importante le taux de chômage. On prévoit que le déficit budgétaire fédéral des États-Unis pour l'exercise qui se terminera le 30 septembre 1992 sera de 399 milliards de dollars, soit 6,7 % du produit national brut, ce qui ne s'est jamais vu auparavant. À pareille date l'an dernier, le déficit budgétaire était de 318 milliards de dollars. Les prévisions du déficit pour 1993 ne montrent qu'une très faible amélioration, malgré une économie plus forte.

Même si on prévoit un taux de croissance réel de 1,9 % en 1992, la reprise économique ne se fera pas sentir uniformément aux États-Unis, puisqu'on s'attend à ce que la région du Nord-Est continue de connaître des problèmes. Selon des prévisions récentes, la baisse de 2,6 % enregistrée au chapitre de la production en 1991 sera suivie d'un nouveau recul de l'ordre d'environ un demi-point de pourcentage en 1992, de sorte que cette région sera la seule à ne pas bénéficier des effets de la relance. La région du Nord-Est est entrée en récession la première, c'est elle qui a été la plus durement touchée, et on ne s'attend pas à ce que la reprise s'y manifeste avant la fin de 1992, grâce à la relance de la construction domiciliaire et de la stabilisation de l'emploi.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

REVUE DE 1991

La récession canadienne (qui a sévi du deuxième trimestre de 1990 au deuxième trimestre de 1991) a provoqué un recul global de l'ordre de 3,1 % au chapitre de la production économique, ce qui est très loin de la chute de 5,3 % enregistrée au cours de la récession de 1981-1982. Il semble que la récession canadienne a été plus profonde et plus longue que celle des États-Unis, mais elle a pris fin plus tôt. Toutefois, l'économie continue de ressentir les effets du ralentissement, alors que la croissance stagne à cause de facteurs comme l'imposition de la TPS, les restrictions en matière de dépenses gouvernementales, la vigueur du dollar canadien, la piètre confiance des consommateurs et des milieux d'affaires et la faiblesse de la reprise aux États-Unis. L'Ontario et le Québec semblent avoir été les principales victimes de la récession pour ce qui est des pertes d'emplois et de capacité de production, en particulier dans les secteurs de la fabrication, du commerce de détail et de la construction.



L'indicateur mensuel du PIB, qui mesure l'activité économique, s'est accru d'avril à juillet, a fléchi en août et en septembre, a encore augmenté légèrement en octobre et en novembre avant de reculer à nouveau en décembre. Pour l'ensemble de l'année 1991, le PIB réel a diminué de 1,5 %, après avoir augmenté légèrement (0,5 %) en 1990. Dans les secteurs industriels, la production de biens a chuté de 3,8 %, alors qu'on a enregistré une légère augmentation au chapitre des services.

Au Canada, l'emploi a chuté de 1,8 % en 1991 (232 000 emplois), ce qui a provoqué une augmentation de 2,2 points de pourcentage du taux de chômage, lequel a atteint 10,3 %. Le taux de chômage désaisonnalisé a culminé à 10,5 % en mars, en juin et en août, mais il est demeuré de loin inférieur au sommet de 12,8 % enregistré au cours de la récession de 1981-1982. L'emploi s'est accru de façon importante en avril et en mai, pour fléchir au cours des mois suivants, de sorte que les statistiques de décembre étaient supérieures d'à peine 18 000 emplois au plancher atteint en février. Les plus importantes pertes d'emplois ont eu lieu en Ontario (167 000 emplois, soit près de 72 % du total national) et au Québec (68 000 emplois). Seules l'Alberta et la Colombie- Britannique ont affiché une augmentation du niveau de l'emploi. Le taux de chômage a augmenté dans toutes les provinces en 1991, celui de l'Ontario passant de 6,3 % en 1990 à 9,6 %.

L'inflation a ralenti de façon marquée au Canada pendant l'année; elle a atteint en moyenne 5,6 %, au fur et à mesure que les effets de la TPS se sont faits sentir dans tous les secteurs de l'économie léthargique. La hausse mensuelle des prix par rapport à l'année précédente a culminé à 6,8 % en janvier, avant de diminuer graduellement pour s'établir à 3,8 % en décembre, soit le niveau le plus bas depuis juillet 1988. Au cours de l'année, le Bureau d'information des consommateurs sur la TPS estime que l'effet inflationniste de la TPS sur l'indice des prix à la consommation s'est chiffré à 1,1 point de pourcentage.

Les taux d'intérêt ont chuté graduellement en 1991; la Banque du Canada, estimant que pour l'essentiel, le taux d'inflation était en recul, a tenté de stimuler l'économie en suivant la tendance à la baisse des taux d'intérêt américains. De cette façon, elle a maintenu un écart d'environ 3 à 4 points de pourcentage par rapport aux taux américains. Le taux préférentiel de la Banque du Canada est passé de 11,72 % au début de janvier, à 7,67 % à la fin de décembre. En comparaison, le taux des fonds fédéraux américains est passé de 7,17 % en janvier, à 4,50 % à la fin de l'année. Au début de l'année, le dollar canadien se transigeait à 86,2 cents américains; à la mi-novembre, il a atteint une valeur de 89,2 cents, un sommet au cours des 14 dernières années, avant de redescendre à 86,4 cents vers la fin de l'année.

PERSPECTIVES POUR 1992

La reprise canadienne suivra à maints égards l'allure de l'économie américaine dans la seconde moitié de l'année. Toutefois, le budget fédéral ne devrait pas présenter d'importantes mesures de stimulation, étant donné l'attention que porte le gouvernement à la réduction du déficit. La réduction de la surtaxe sur le revenu des particuliers aura peu d'effets en 1992, mais devrait se faire sentir de façon plus significative en 1993. Les mesures visant à alléger le fardeau fiscal des industries et à stimuler la croissance des petites entreprises constituent un pas dans la bonne direction. De leur côté, les gouvernements provinciaux ne disposeront pas d'une grande marge de manoeuvre pour financer la croissance, puisqu'ils devront se remettre des effets d'un déficit combiné record en 1991-1992. On espère que l'amélioration graduelle de la confiance des consommateurs entraînera une augmentation des dépenses de consommation et une hausse des investissements résidentiels qui, par voie de conséquence, permettront aux entreprises de réaliser de meilleurs profits et d'investir davantage. Les bilans des entreprises bénéficieront aussi de l'augmentation du prix des produits et de la baisse de la valeur du dollar canadien. À l'heure actuelle, la situation financière de certaines entreprises restreint leur capacité d'effectuer des dépenses d'immobilisation en vue d'accroître leur productivité ou d'adopter de nouvelles technologies. La reprise est grandement tributaire du regain de vie de la demande de biens fabriqués en Ontario et au Québec, et destinés au marché américain. La demande dans les secteurs de l'économie les plus durement touchés par la récession ne devrait pas connaître un regain équivalent à ce qui a été enregistré lors des relances antérieures. Le PIB réel ayant diminué de 0,2 % au cours du quatrième trimestre de 1991 par rapport au trimestre précédent, l'année 1992 n'a pas commencé en grande force sur le plan économique. Sur une note plus positive, l' indicateur avancé[1] a augmenté au Canada comme aux États-Unis depuis le premier trimestre de 1991; cependant, le rythme de cet accroissement a tendance à ralentir d'un mois à l'autre. L'augmentation de 0,2 % enregistrée au Canada en décembre, la neuvième

---

1 **L'indicateur avancé canadien représente une moyenne pondérée des indicateurs suivants: le commerce de détail, le prix des logements, les livraisons, les stocks et les heures de travail dans l'industrie, l'emploi dans les services commerciaux et personnels, l'indicateur avancé américain et la masse monétaire. L'indicateur américain est semblable.**

hausse mensuelle de suite, était inférieure à celles de 0,5 % en novembre, de 0,6 % en octobre et de 0,8 %, en septembre. Ces indicateurs avancés donnent des prévisions sur le niveau d'activité économique de trois à six mois à l'avance.

L'élan donné à la construction résidentielle par la diminution de la mise de fonds requise pour l'obtention d'une hypothèque garantie par le fédéral, qui est récemment passée de 10 à 5 %, pourrait convaincre 10 000 locataires de faire l'achat de leur première maison. La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit que le nombre des mises en chantier augmentera, passant de 156 000 en 1991, à 180 000 en 1992 et à 201 000 en 1993. Le programme annoncé dans le budget fédéral, permettant le retrait d'une somme maximale de 20 000 $ par personne d'un régime enregistré d'épargne-retraite en vue de l'achat d'une maison devrait entraîner de 6 000 à 12 000 mises en chantier de plus que les prévisions de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

On estime que le PIB réel augmentera de 2,5 % en 1992. Le PIB nominal devrait enregistrer une hausse de 5,8 %, alors que l'indice implicite des prix augmentera de 3,2 %. Selon les prévisions contenues dans le budget fédéral, la croissance réelle devrait se chiffrer à 2,7 %, en baisse par rapport au chiffre de 3,5 % prévu dans le budget de 1991. Le Conference Board estime que le PIB de Terre-Neuve, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique connaîtra les plus fortes hausses et que la relance se manifestera dans toutes les provinces.

On s'attend à ce que la croissance de l'emploi se fasse au ralenti (environ 1,0 %), et que le taux de chômage augmente légèrement. Des facteurs tels l'assouplissement des pressions sur les salaires jumelé aux faibles perspectives d'emploi et à l'augmentation du nombre des sans-emplois touchant de l'assurance-chômage ou de l'aide des gouvernements provinciaux entraîneront une faible hausse de 5,2 % des revenus des particuliers.

L'inflation des prix à la consommation devrait osciller autour de 3 %, étant donné que l'effet inflationniste ponctuel de la TPS sur l'économie aura passé. Au fur et à mesure que l'activité s'intensifiera, on peut s'attendre à ce que les prix des matières brutes augmentent légèrement; par contre, les pressions inflationnistes imputables aux négociations collectives devraient rester faibles. Selon Travail Canada, les augmentations salariales consenties à la suite de négociations

collectives se sont chiffrées en moyenne à 3,6 % en 1991; la hausse de 2,5 % enregistrée au quatrième trimestre étant la plus faible depuis 1978. En 1992, les augmentations devraient être inférieures au taux le plus bas de 3,4 % établi en 1986, à cause de la faible inflation, du taux élevé de chômage et des restrictions salariales dans le secteur public.

Les taux d'intérêt canadiens suivront la tendance américaine à la hausse ou à la baisse, avec à peu près le même écart qu'actuellement. La moyenne des taux bancaires préférentiels au Canada se chiffre actuellement à 7,5 %, soit le plus bas niveau depuis 19 ans. Il semble que la Banque du Canada pourrait atteindre ses objectifs qui consistent à réduire le taux d'inflation à 3 % d'ici la fin de 1992, à 2,5 % au milieu de 1994 et à 2 % en 1995. On estime que la valeur du dollar faiblira quelque peu, diminuant à environ 83 cents américains. Au début de 1992, l'annonce d'un déficit record pour la province de l'Ontario et d'une légère augmentation du déficit fédéral a provoqué un glissement du dollar. La Banque du Canada est intervenue en augmentant son taux préférentiel en vue de stabiliser le dollar à près de 84 cents américains. On estime qu'il ne s'agit là que d'un rajustement ponctuel et que les taux d'intérêt continueront à baisser, en particulier si les taux américains diminuent.

QUELQUES INDICATEURS CLÉS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

CANADA, DE 1990 1992

	1990	1991	1992[1]
	(variations en pourcentage)		
Produit intérieur brut (PIB)	3,5	1,1	5,8
Indice implicite du PIB	3,0	2,7	3,2
PIB (en dollars de 1986)	0,5	-1,5	2,5
Dépenses personnelles	1,3	-1,1	2,2
Dépenses publiques courantes	3,1	2,4	1,8
Investissements non résidentiels	-1,5	-1,5	4,0
Investissements résidentiels	-7,6	-8,5	10,0
Exportations	3,8	0,6	4,0
Importations	-0,8	2,5	5,0
Revenu des particuliers	7,5	3,2	5,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	-24,7	-32,3	12,0
Indice des prix à la consommation	4,8	5,6	3,0
Emploi	0,7	-1,8	1,0
Taux de chômage (%)	8,1	10,3	10,4

---

1 Projections

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

REVUE DE 1991

INTRODUCTION

L'économie du Nouveau-Brunswick n'a pas échappé à la récession qui a sévi en Amérique du Nord; en effet, le produit intérieur brut réel de la province a fléchi d'environ 1,0 % en 1991, après avoir affiché une augmentation de 1,6 % l'année précédente. La province a connu une contraction de son économie, à l'instar du Canada (-1,5 %) et des États-Unis (-0,7 %).

La faiblesse de l'économie s'est surtout manifestée dans le secteur de la fabrication et dans les industries de la forêt, tandis qu'une une certaine amélioration a été notée dans l'industrie de la construction. Après ajustement pour tenir compte de l'inflation, les industries productrices de biens ont enregistré une baisse de production de l'ordre de 1,7 %, comparativement à une croissance de 2,1 % en 1990, alors que la production du secteur des services a chuté de 0,6 %, après avoir augmenté de 1,2 % l'année précédente.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

On estime que le produit intérieur brut (PIB) en dollars courants a augmenté de 2,2 %, compte tenu du fait que les bénéfices des entreprises ont diminué de façon importante pour une deuxième année de suite et que la rémunération des travailleurs ne se soit accrue que de façon modeste. Toutefois, le Nouveau-Brunswick a mieux fait que l'ensemble du Canada, puisque le PIB du pays n'a augmenté que d'environ 1,1 % l'année dernière. Soutenu par les paiements de transfert, le revenu personnel au Nouveau-Brunswick s'est accru de près de 4,7 %, comparativement à 3,2 % à l'échelle du pays. En 1991, le revenu par habitant représentait près de 79 % de la moyenne nationale.

Dans la section des dépenses des comptes économiques de la province, les dépenses personnelles consacrées à l'achat de biens et de services ont augmenté de 3,4 %, soit 0,8 % pour les biens, et 6,7 % pour les services. Les

dépenses courantes en biens et services[2] de la part des trois paliers de gouvernement ont augmenté de 4,9 %, comparativement à 7,2 % en 1990, alors que la valeur des investissements a fléchi de 3,7 % en 1991, en grande partie à cause de la diminution des dépenses en immobilisations dans le secteur primaire, dans les industries de fabrication et de commerce, et dans les services aux entreprises, financiers et commerciaux.

EXPORTATIONS

La valeur des exportations de la province a chuté de 3,5 % en 1991, pour atteindre environ 3 milliards de dollars. Parmi les principaux produits d'exportation de la province, les livraisons à l'étranger de combustibles fossiles et d'engrais ont augmenté de 24,5 % et de 23 % respectivement; on a également enregistré des augmentations de 12,8 % pour le papier et le carton, et de 4,6 % pour les produits de la pêche. Par contre, on a noté une diminution des exportations de minerais et de rebuts de métal (-46,2 %), d'énergie électrique (-27,0 %), de pâte de bois (-21,3 %) et de bois de charpente (-19,8 %).

Les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Nouveau-Brunswick, ayant reçu plus de 66 % de toutes les exportations de la province en 1991. La valeur des livraisons vers ce pays a fléchi de 3,4 % pour atteindre un niveau de 2 milliards de dollars, alors que les exportations en destination du Japon, le deuxième partenaire commercial de la province, se sont chiffrées à 170 millions de dollars, en baisse de 0,7 %. Une diminution a aussi été notée en ce qui a trait aux exportations vers le Royaume-Uni (-11,5 %), l'Allemagne (-6,9 %) et la Belgique (-13,6 %). Toutefois, les exportations ont augmenté vers la France (36,5 %) et les Pays-Bas (115,5 %).

---

2 **Celles-ci représentent approximativement 46 % des dépenses publiques courantes; elles ne comprennent pas les subventions, les paiements de transfert aux particuliers et aux autres paliers de l'administration publique, les intérêts sur la dette publique ni les dépenses en immobilisations.**

PRIX

L'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) du Nouveau-Brunswick a atteint en moyenne 6,5 % en 1991; pour la première fois depuis 1985, l'inflation des prix à la consommation a donc dépassé la moyenne nationale. Le taux d'inflation de la province n'a jamais été aussi élevé depuis 1983, alors qu'il avait atteint 6,7 %. D'une année à l'autre, l'augmentation des prix a culminé en janvier (8,3 %) à cause de l'imposition de la TPS, avant de ralentir graduellement pour se chiffrer à 3,9 % en décembre. Au Nouveau-Brunswick, les prix à la consommation ont augmenté à un rythme supérieur à celui de l'année précédente pour cinq des sept principales composantes de l'IPC, notamment les vêtements (9,2 %), la santé et les soins personnels (7,2 %) et les produits du tabac et de l'alcool (20,5 %).

POPULATION ACTIVE

La population active du Nouveau-Brunswick a diminué de 4 000 personnes (1,0 %) en 1991. Le taux d'activité (58,6 %) a affiché un recul pour la première fois depuis 1984; le taux d'activité à l'échelle nationale est passé à 66,3 %, ce qui représente la première diminution au pays depuis 1982.

Le niveau d'emploi a chuté de 5 000 (-1,7 %) au Nouveau-Brunswick en 1991, pour se chiffrer à 286 000. L'emploi chez les hommes a chuté de 4 000, alors que la baisse a été de 1 000 chez les femmes. Le niveau de l'emploi a diminué pour tous les groupes d'âges en 1991, sauf pour celui des 45 à 64 ans qui a enregistré une augmentation de 1 000. Le nombre désaisonnalisé de personnes actives est resté pratiquement stable après le mois de mars.

Une hausse du niveau de l'emploi a été noté dans l'industrie des services (2 000 emplois) de même que dans les secteurs de l'agriculture et des autres industries primaires, de l'administration publique et des finances, assurances et affaires immobilières (1 000 emplois chacun). Le nombre de travailleurs dans les secteurs des transports, des communications et des autres services d'utilité publique est demeuré inchangé, mais en raison de la récession, les industries manufacturières, le secteur de la construction et le commerce ont perdu respectivement 2 000, 3 000 et 5 000 emplois en 1991.

Le nombre de chômeurs dans la province a augmenté de 2 000 (4,0 %) en 1991, pour atteindre son plus haut niveau depuis 1986, soit 42 000. Le taux de chômage s'est élevé en moyenne à 12,7 % au cours de l'année, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport au taux de 12,1 % enregistré en 1990. Le nombre de chômeurs chez les hommes s'est accru de 2 000 (après avoir diminué de 1 000 en 1990), alors qu'il est resté stable chez les femmes (18 000) pour une troisième année de suite.

Le taux de chômage s'est accru dans quatre des cinq régions de la province, le Nord-Ouest ayant été le plus durement touché (13,0 % en 1991, comparativement à 10,7 % en 1990). La région du Nord-Est, où le taux de chômage est historiquement le plus élevé, a affiché une légère baisse pour se situer à 17,2 %. La région de Saint-Jean est la seule qui ait connu une augmentation de son taux d'activité par rapport à 1990. C'est aussi la seule région qui ait enregistré une augmentation de l'emploi (1 000). Le niveau de l'emploi dans le Nord-Est et le Nord- Ouest a diminué de 4 000 et de 2 000 postes respectivement, tandis que la situation est restée stable dans les régions de Fredericton et de Moncton.

POPULATION

Le 1er juin 1991, la population du Nouveau-Brunswick se chiffrait approximativement à 726 800 habitants, ce qui représente une augmentation de 0,5 % par rapport à 1990. La croissance à ce chapitre a ralenti par rapport aux statistiques de l'année précédente (augmentation de 0,8 %), en raison d'un renversement des migrations extérieures nettes, qui sont passées d'un nombre positif de 1 200 en 1989-1990, à un nombre négatif de 600, en 1990-1991. Le nombre des naissances s'est accru, mais le Nouveau-Brunswick présente le deuxième plus faible taux de natalité (13,6 naissances par 1 000 habitants) parmi les provinces.

Toutes les provinces, exception faite de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, ont enregistré une migration interprovinciale nette négative en 1990-

1991. À l'instar de Terre-Neuve, de l'Ile-du-Prince-Édouard et de l'Ontario, le Nouveau-Brunswick a connu une migration nette positive.

L'âge moyen de la population a continué d'augmenter, pour atteindre 32,8 ans en 1991; cependant, il est resté inférieur à la moyenne nationale de 33,4 ans. Le groupe des jeunes (de 0 à 24 ans) a diminué en nombre et en proportion de la population totale (36,7 %). Les «baby boomers» (de 25 à 44 ans) représentaient près du tiers de la population. Le nombre des autres adultes (de 45 à 64 ans) a le plus augmenté en 1991 (2,0 %), et il représente maintenant 18,4 % de la population. Le nombre des personnes âgées s'est accru, mais leur proportion (12,0 %) est restée stable par rapport à l'ensemble de la population. Le nombre des personnes âgées de 80 ans et plus a augmenté de 600.

PERSPECTIVES POUR 1992

On prévoit que la croissance économique du Nouveau-Brunswick sera faible en 1992; en effet, les difficultés persistantes que connaissent les industries de la forêt, jumelées à la lenteur prévue de la reprise au Canada et aux États-Unis, devraient restreindre à 0,5 % (en termes réels) le rythme général de la croissance de l'économie provinciale pour l'année.

La production du secteur des services devrait croître de 1,9 % en termes réels en 1992, mais celle des industries productrices de biens continuera de perdre du terrain (-1,9 %) à cause des difficultés que connaissent les industries du papier et produits connexes ainsi que de l'absence de grands projets d'investissement (si l'on fait exception du projet de Belledune qui se poursuit). En fait, on prévoit que la formation de capital diminuera de 4,5 % en termes nominaux en 1992; le taux de croissance prévu de 2,8 % à ce chapitre de la part du gouvernement ne compensera que partiellement le recul de 6,4 % imputable aux entreprises. Les dépenses que la province continuera de consacrer aux routes, aux écoles et aux hôpitaux fourniront un élan à la reprise au Nouveau-Brunswick. Toutefois, un commencement des travaux de construction entrepris dans le cadre d'importants projets d'investissement, tels que le lien fixe entre le Nouveau-Brunswick et l'Ile-du-Prince-Édouard, Point Lepreau II et la nouvelle route transcanadienne, amélioreraient grandement les perspectives économiques de la province.

On estime que le produit intérieur brut nominal augmentera de 4,1 % au cours de l'année. Le maintien des mesures de réduction des coûts menées par les entreprises devrait leur permettre d'accroître quelque peu leurs profits; par ailleurs, on prévoit que l'augmentation des salaires restera faible. Le revenu personnel devrait augmenter de 5,2 %, surtout à cause d'une hausse de 8,6 % des paiements de transfert gouvernementaux aux particuliers et d'une croissance de 4,4 % des revenus d'intérêts, de dividendes et de placements divers.

Les dépenses personnelles consacrées à l'achat de biens et de services devraient augmenter de 4,4 % en termes nominaux en 1992, grâce à un modeste redressement des achats de biens durables (voitures, meubles, appareils ménagers, etc.). On estime que les dépenses courantes des gouvernements en biens et services vont s'accroître de 4,3 % et que la demande intérieure finale augmentera de 2,8 %.

En 1992, le niveau de l'emploi ne fluctuera pas beaucoup par rapport à 1991, mais on s'attend à ce qu'il se redresse dans la deuxième moitié de l'année. Toutefois, compte tenu de l'augmentation prévue de 0,3 % de la population active, le taux de chômage devrait s'accroître légèrement, passant de 12,7 % en 1991 à 12,8 % en 1992.

TAUX DE CROISSANCE DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS

NOUVEAU-BRUNSWICK, DE 1988 À 1992

	1988	1989	1990	1991	1992[1]
	(en pourcentage, à moins d'indication contraire)				
Comptes économiques					
Produit intérieur brut (au coût des facteurs)	8,1	6,9	5,0	2,2	4,1
PIB (réel)	3,2	2,7	1,6	-1,0	0,5
Dépenses personnelles	7,4	6,5	4,4	3,4	4,4
Dépenses publiques	6,9	6,9	7,2	4,9	4,3
Formation de capital	15,5	16,7	-3,2	-3,7	-4,5
Revenus					
Revenu des particuliers	8,4	7,6	6,7	4,7	5,2
Revenu du travail	8,7	8,8	5,8	4,8	4,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	4,7	-2,0	-24,5	-25,0	3,0
Population et marché du travail					
Population totale[2]	0,3	0,5	0,8	0,5	0,5
Population, 15 ans et plus	0,7	1,1	1,1	0,9	0,9
Population active	1,9	2,1	1,7	-1,0	0,3
Emploi	2,9	1,4	2,2	-1,7	0,0
Taux de chômage (%)	12,0	12,5	12,1	12,7	12,8
Taux d'activité (%)	58,8	59,5	59,8	58,6	58,3
Autres					
IPC (Nouveau-Brunswick)	3,6	4,7	4,6	65,	3,0

---

1 Projections
2 Au 1er juin

SECTEURS D'ACTIVITÉ

AGRICULTURE

Les recettes agricoles en espèces ont diminué de 7,4 % par rapport à 1990 dans la province, en grande partie à cause de la diminution des récoltes et des prix de la pomme de terre, la principale culture de la province. Les recettes totales provenant des récoltes ont chuté de 17,3 %, tandis que celles provenant du bétail ont fléchi de 2,8 %. En conséquence de la baisse des recettes, Agriculture Canada estime que les revenus nets ont diminué d'au moins 20 % par rapport à 1990.

Les recettes des récoltes de la pomme de terre ont chuté de 31,0 %, mais elles représentaient encore 55 % de toutes les recettes provenant des récoltes. La combinaison de facteurs comme la diminution des surfaces ensemencées, la baisse des récoltes attribuable au mauvais temps pendant les saisons de l'ensemencement et de la récolte, et le niveau de production record enregistré aux États-Unis, a fait fléchir la demande et les prix des pommes de terre canadiennes. La présence du virus PYV à l'Île-du-Prince-Édouard a poussé les États-Unis à adopter une réglementation stricte sur l'importation de pommes de terre, faisant du même coup diminuer les recettes.

Le bétail et les produits du bétail ont rapporté 57 % des recettes totales. Les revenus du secteur le plus important, celui des produits laitiers, ont diminué de 4,8 %. Les recettes de la volaille ont chuté de 2,2 %, tandis que celles provenant des oeufs ont augmenté de 17,2 %. Les recettes du porc et du bovin ont enregistré un recul de 8,0 % et de 4,6 % respectivement.

On prévoit que l'état du secteur agricole s'améliorera en 1992 et que les recettes en espèces augmenteront de 3,6 %. Les recettes des récoltes devraient s'accroître de 7,8 %, tandis que celles des produits du bétail fléchiront de 2,5 %. Étant donné qu'on prévoit peu de changements au chapitre des dépenses d'exploitation, Agriculture Canada estime que les revenus nets de l'agriculture augmenteront de 8,7 %. Les recettes de la pomme de terre devraient être plus élevées, parce qu'on s'attend à une meilleure récolte à même une surface ensemencée relativement identique.

PÊCHES

Selon les données préliminaires, la valeur des débarquements de poisson de mer a diminué de 12,2 % en 1991; la hausse du prix de plusieurs espèces n'aurait en effet pas suffit à contrebalancer la diminution globale du volume des prises. La valeur du crabe et de la crevette était à la hausse, alors que celle du hareng, du homard, de la pétoncle et de la morue était à la baisse. En volume, les débarquements ont diminué de 30,9 %, principalement à cause du recul de 40,1 % enregistré au chapitre des prises de hareng; cette espèce représente environ 60 % du volume des débarquements, mais seulement de 13 à 15 % de leur valeur.

Après avoir atteint le quota de 7 000 tonnes métriques en 1990, l'ouverture de la saison de pêche au crabe dans le sud-ouest de la région du Golfe, en avril dernier, s'est faite avec un quota fixé à 10 000 tonnes métriques, dont 63 % étaient réservés aux pêcheurs du Nouveau-Brunswick. Les données préliminaires de Pêches et Océans Canada montrent que les pêcheurs ont débarqué 6 189 tonnes métriques de crabe, comparativement à 4 318 tonnes métriques l'année précédente, et que les prix sont passés d'une moyenne de 1,11 $ la livre en 1990, à 1,25 $ l'année dernière.

Au printemps, la saison de pêche au homard dans le Nord-Est a été jugée satisfaisante, puisque les prix étaient meilleurs qu'en 1990 et que les prises ont été qualifiées de moyennes à bonnes. Toutefois, la saison d'été dans la région sud-est de la province a été décevante à cause de plus faibles débarquements. La saison d'hiver dans la baie de Fundy a été bonne, tant du point de vue des prises que de celui des prix touchés par les pêcheurs.

À cause de la pénurie des stocks, le secteur du poisson de fond a connu une autre année difficile et les débarquements ont diminué de 15,3 %. Toutefois, les prix se sont redressés puisque la valeur de ces débarquements n'a diminué que de 6,8 %. Dans le cas des autres espèces (pélagiques et crustacées), les prix signalés pour le hareng étaient bas et les données préliminaires sur la crevette permettent de conclure que les prix se sont améliorés, même si les débarquements ont été inférieurs à ceux de 1990. Après avoir connu plusieurs

années de débarquements supérieurs à la moyenne (en particulier en 1989 et 1990), le secteur de la pétoncle devrait voir le volume de ses prises diminuer cette année, comme ce fut le cas en 1991, mais on s'attend à ce que les prix demeurent fermes.

Les perspectives pour 1992 font état d'une amélioration soutenue dans le secteur du crabe, compte tenu de l'annonce très prochaine d'une augmentation du quota global. Par contre, la pénurie des stocks de poisson de fond continuera de sévir cette année.

Au cours de 1991, l'industrie de l'aquaculture a maintenu une bonne croissance. L'industrie a en effet enregistré des ventes de l'ordre de 79,9 millions de dollars, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à 1990. On compte actuellement 57 installations d'élevage dans la province; 48 d'entre elles sont exploitées et emploient de 500 à 600 personnes. On s'attend à ce que la forte demande se maintienne; cependant, l'intensification de la concurrence, en particulier sur le marché américain, pourrait provoquer une légère baisse des prix.

INDUSTRIE FORESTIÈRE

L'industrie forestière de la province a connu une autre année difficile en 1991; la faiblesse généralisée de l'économie des pays destinataires des exportations de la province (en particulier le nord-est des États-Unis) a continué de se faire sentir, tandis que le redressement du dollar canadien a affaibli la position concurrentielle des produits forestiers néo-brunswickois sur les marchés internationaux. Par conséquent, les livraisons de l'industrie du bois de la province ont diminué de 12,9 % en valeur en 1991; de son côté, le secteur du papier et des produits connexes a enregistré un recul de 11,6 %, en dépit d'une augmentation de 3,1 % du volume de pâte et de papier journal produits.

Ces glissements peuvent en partie être attribués à la chute des prix du papier journal et de la pâte. Les prix de vente du papier journal ont chuté rapidement au cours de l'année, passant de 582 $ US la tonne métrique en janvier à 485 $ US en décembre. Les prix des produits de la pâte ont aussi régressé; le prix de la pâte kraft blanchie de résineux nordiques est en effet passé

de 675 $ US la tonne métrique au cours du premier trimestre, à 500 $ US la tonne au quatrième trimestre. Au cours de la première moitié de 1990, la pâte Kraft blanchie de résineaux nordiques se vendait 830 $ US la tonne. L'entrée sur les marchés de nouvelles installations, combinée à un fléchissement de la demande associée à la réduction des ventes publicitaires des journaux, permettent d'expliquer la faiblesse de la structure globale des prix des produits de pâtes et papiers.

Plusieurs usines de pâtes et papiers de la province ont été forcées de fermer temporairement leurs portes pendant l'année dans le but d'écouler leurs stocks; d'autres entreprises ont procédé à des mises à pied dans le cadre de mesures d'amélioration de la productivité. Les difficultés auxquelles l'industrie doit faire face ont aussi provoqué des réductions au chapitre de la capacité de production. En novembre dernier, la société Fraser a fermé son usine d'Atholville, entraînant ainsi la perte de 270 emplois directs (230 travailleurs ont été mis à pied jusqu'à présent); en mars prochain, NBIP Forest Products Ltd. prévoit fermer définitivement deux de ses quatre machines à papier journal à Dalhousie. Cette mesure réduira le nombre d'employés de 350 à l'usine, et de 50 dans les cours à bois. De plus, toujours au mois de mars, Stone Consolidated entend fermer ses installations de Bathurst. Cette fermeture d'une durée indéterminée fera 360 nouveaux chômeurs, en plus des 124 travailleurs déjà mis à pied en janvier. En tout, ces fermetures provoqueront la perte de près de 20 % de la capacité de production et des emplois de cette industrie.

Les graves effets qu'auront ces fermetures sur l'économie du Nouveau-Brunswick ont poussé le gouvernement provincial à dévoiler un plan qui vise à aider l'industrie à faire face à la situation. En regroupant les efforts de toutes les parties intéressées en vue d'améliorer la compétitivité de l'industrie sur les marchés internationaux, on pense que les producteurs néo-brunswickois pourront faire face à la concurrence intense qui prévaut sur ces marchés.

Même si la construction d'habitations a connu certaines améliorations dans la province en 1991, la faiblesse généralisée du secteur de la construction résidentielle au centre du Canada, au Royaume-Uni et dans les états du Nord-Est ont entraîné un recul de 13,1 % de la production du bois de sciage au Nouveau-Brunswick. Les piètres conditions du marché ont également provoqué la

fermeture de Norbord Atlantic Inc. à Morrison Cove, en novembre dernier. Au moment de cette fermeture, l'usine, autrefois connue sous le nom d'Atlantic Waferboard, fournissait de l'emploi à 170 travailleurs à temps plein, qui produisaient des panneaux de particules pour le secteur de la construction d'habitations.

Même si les récentes nouvelles sur l'industrie forestière n'ont rien d'encourageant, certains développements intéressants ont eu lieu dans la province au cours de la dernière année. À St. Stephen, on a terminé l'agrandissement de Flakeboard Ltd., qui a été réalisé au coût de 21 millions de dollars, et l'entreprise a lancé un nouveau panneau de fibre (fibrex) sur le marché l'été dernier. À McAdam, les nouveaux propriétaires de l'usine de contreplaqué ont rouvert leurs portes l'automne dernier et ont embauché environ 55 personnes, alors que la scierie Fraser à Kedgwick, fermée depuis l'année dernière, a été achetée par une entreprise québécoise et devrait reprendre sa production en avril prochain.

Les perspectives dans l'industrie forestière du Nouveau-Brunswick sont plutôt sombres pour cette année; en effet, les producteurs de pâtes et papiers continueront à vivre des conditions difficiles sur les marchés. Une offre excédentaire, aggravée par la mise en service de nouvelles usines sur les marchés mondiaux, fera face à un fléchissement généralisé de la demande. Par conséquent, les prix de la plupart des produits de pâtes et papiers continueront à subir des pressions à la baisse; cependant, certains signes permettent de croire que les prix de la pâte pourraient connaître une reprise après avoir atteint le creux de la vague, puisque plusieurs producteurs nord-américains ont annoncé des augmentations qui doivent entrer en vigueur au cours du présent trimestre.

On pourrait cependant assister à une certaine amélioration dans l'industrie du bois. Des données (permis de construction approuvés) récemment rendues publiques en Nouvelle-Angleterre laissent présager une reprise lente et graduelle dans le secteur de la construction résidentielle. La baisse des taux d'intérêt hypothécaires et la réduction de la mise de fonds de 10 % à 5 % au Canada pourraient aussi insuffler une nouvelle vigueur à l'industrie. Toutefois, à titre de

fournisseur de copeaux de bois au secteur du papier et des produits connexes, l'industrie du bois devrait ressentir les effets du ralentissement des activités de NBIP et de la fermeture prévue de l'usine de Bathurst le printemps prochain.

FABRICATION

Le secteur de la fabrication dans la province n'a pas échappé aux effets de la récession persistante; en effet, la plupart des groupes industriels ont affiché une faible croissance ou un recul de leurs livraisons au cours de l'année dernière. La valeur des livraisons a chuté de 8,1 % en 1991; une part importante de ce recul est imputable au piètre rendement du secteur du bois (en recul de 12,9 %) et de l'industrie du papier et des produits connexes (en chute de 11,6 %). À eux seuls, ces deux secteurs sont responsables du tiers du total des pertes. À l'échelle nationale, la diminution des livraisons du secteur de la fabrication a été moins prononcée (-5,9 %), en partie à cause du fait que les livraisons de produits forestiers transformés représentent une part moins importante (de 13 à 14 p. 100) du total.

Bien que la plupart des groupes industriels de la province aient enregistré un recul, les secteurs des boissons (3,4 %), des meubles et des accessoires (0,4 %) et des métaux oeuvrés (1,3 %) ont affiché des hausses. Le secteur de la transformation des aliments a connu la diminution la plus faible (-0,9 %), tandis que l'industrie des produits chimiques a accusé le recul le plus important (-16,4 %).

Après avoir connu deux années consécutives où le niveau de l'emploi est demeuré à 37 000, le secteur de la fabrication a enregistré une baisse de l'emploi de l'ordre de 5,4 % (2 000) en 1991. Cette diminution a toutefois été moins prononcée que celle de 6,8 % (136 000) enregistrée à l'échelle du pays, où d'ailleurs une baisse de 5,9 % (125 000) s'est produite en 1990.

Même si aucun grand projet d'investissement n'a été entrepris en 1991, des fabricants de la province ont agrandi leurs installations ou ont annoncé leur

intention de le faire. Bien que modeste, cette capacité additionnelle de production permettra de diversifier davantage le secteur de la fabrication et d'augmenter la valeur ajoutée au Nouveau-Brunswick.

Dans l'industrie des aliments et des boissons, Atlantic Refreshment de Scoudouc a investi 1,5 million de dollars dans son usine d'embouteillage de boissons gazeuses; de son côté, la société Labatt de Saint-Jean a annoncé un projet d'agrandissement de ses installations d'une valeur de 2 à 4 millions de dollars, lequel devrait voir le jour en 1992. L'investissement d'Atlantic Refreshment, un embouteilleur indépendant, entraînera la création de 30 emplois dans la région, alors que l'agrandissement de Labatt servira à embouteiller la populaire bière Budweiser. L'ouverture officielle de l'usine Baxter à Sussex, construite au coût de 4 millions de dollars, ajoute aussi à la capacité de production de l'industrie des aliments et des boissons. En plus de la margarine et de l'huile végétale, ces installations produiront des jus et des boissons à base de fruits.

Toutefois, les nouvelles n'ont pas toutes été aussi bonnes pour l'industrie des aliments et des boissons. Le projet d'usine de transformation de la pomme de terre Cavendish, d'une valeur de 50 millions de dollars, qui devait être réalisé à Grand-Sault, a dû être abandonné pour des motifs d'ordre économique, et deux laiteries (McKay's de Moncton et les installations néo-brunswickoises de Perfection Dairy Foods Ltd.) ont cessé leurs activités de transformation. En outre, Connors Bros. a fermé son usine de mise en boîte de sardines à Fairhaven, dans Deer Island, ce qui a entraîné la mise à pied de près de la moitié de ses 90 employés, tandis que Canada Packers a annoncé la fermeture de son usine de transformation de la volaille à Sussex, provoquant ainsi la perte de 120 emplois directs pour l'économie locale. Enfin, la brasserie Moosehead licenciera 75 employés de ses installations de Saint-Jean au cours de l'année afin d'améliorer la productivité de l'usine.

On a aussi relevé une augmentation de la capacité de production dans d'autres industries, dont le secteur des meubles et des accessoires; en effet, Rivenwood Furniture a déménagé ses installations de production de Toronto à Moncton et a créé par le fait même 20 emplois. Dans l'industrie de la machinerie, Basic Industrial Design Ltd. de Woodstock s'affaire à ajouter un bâtiment à ses

installations existantes. Lorsque cet agrandissement de 20 000 pieds carrés sera terminé ce printemps, ce fabricant de systèmes de manutention de matériaux embauchera 10 nouveaux employés qui s'ajouteront à ses effectifs actuels de 37 personnes. L'industrie de la machinerie accroîtra aussi sa capacité de production, grâce à l'ouverture de l'usine de Urban Machinery Canada, prévue pour l'automne à Fredericton. Ce fabricant allemand de machinerie de fenêtres en vinyle embauchera 8 employés au début de son exploitation, mais on s'attend à ce que les effectifs augmentent à 20 personnes d'ici deux ans. En mai ou en juin, WHK Woven Labels Ltd. prévoit ouvrir ses portes à Edmundston. Ce fabricant d'étiquettes tissées fournira de l'emploi à 60 personnes dans une région extrêmement dépendante des produits forestiers.

On rapporte aussi de bonnes nouvelles dans le secteur des produits électriques et électroniques; en effet, Com Dev Ltd. a annoncé la construction d'une usine de composantes électroniques d'une valeur de 3,5 millions de dollars dans la région de Moncton. Ces installations permettront la fabrication d'amplificateurs pour les antennes de satellite utilisées sur les avions commerciaux ainsi que de produits électroniques destinés à des systèmes de radar. La production doit débuter en juin, et on prévoit que l'emploi à l'usine se chiffrera à 50 d'ici trois ans. Toujours à Moncton, Spielo Manufacturing, un fabricant de jeux de loterie vidéo électroniques, a officiellement ouvert ses portes en novembre dernier et l'entreprise compte 37 employés permanents. Notons également que dans la région d'Edmundston, Oracle Audio procède à la diversification de sa production grâce à la mise en marché d'enceintes acoustiques haute fidélité commercialisées sous la marque Helicon. L'entreprise entend aussi mettre en marché un lecteur de disques compacts au cours du printemps 1992.

Dans l'industrie du matériel de transport, la croissance de la production continue d'être soutenue par le programme de construction des frégates de patrouille. En plus de construire trois des six premières frégates, le chantier naval de Saint-Jean s'apprête à bâtir l'ensemble des six frégates prévues par le deuxième contrat. Ce projet, d'une valeur de 6,2 milliards de dollars, procure actuellement de l'emploi à près de 3 000 personnes dans la région de Saint-Jean et il doit s'achever en 1996, quoique l'on signale déjà des retards dans

l'échéancier. La première des 12 frégates, le HMCS Halifax, a été remise à la Marine au cours de l'été dernier après avoir subi des essais en mer pendant plusieurs mois.

L'activité du secteur du matériel de transport s'est aussi accrue par suite de la mise en service à Wakefield de l'usine de Ralex Inc., un fabricant de sabots de freins de camions, ainsi que de la livraison du premier des 100 conteneurs fabriqués à Moncton pour le compte du Canadien National. La fabrication de ces conteneurs donne de l'emploi à 50 personnes et s'inscrit dans un projet-pilote d'une valeur de 1,6 million de dollars visant à améliorer la position concurrentielle du transport ferroviaire par rapport aux autres modes de transport.

Malgré ces développements prometteurs, les perspectives d'ensemble ne sont pas très encourageantes dans le secteur de la fabrication pour le reste de l'année. Les difficultés persistantes dans l'industrie forestière empêcheront le secteur de la fabrication d'afficher une croissance réelle en 1992. Même si la situation devrait s'améliorer dans la plupart des secteurs, ce ne sera pas suffisant pour contrebalancer les effets négatifs associés à la baisse de production de l'industrie du papier et des produits connexes.

MINES

L'industrie minière du Nouveau-Brunswick a été durement touchée par la récession; en effet, la demande et les prix de la plupart des minéraux industriels ont chuté, tandis que le dollar canadien a continué de prendre de la valeur par rapport à la plupart des devises étrangères. Les prix du zinc ont diminué du tiers au cours de l'année, et ceux du plomb ont chuté de plus de 20 %. La production de l'industrie a également été réduite à cause d'une longue grève qui a sévi dans la plus grande mine de la province, Brunswick Mining and Smelting Ltd., et aussi à cause de la fermeture de deux autres mines en 1990.

Ensemble, la chute du prix des métaux de base et la grève à la mine Brunswick ont provoqué une baisse importante de la valeur et du volume de la production minière au Nouveau-Brunswick en 1991. On estime que la valeur totale de la production de minéraux s'est chiffrée à 617 millions de dollars, en

baisse de 29,7 % par rapport à 1990. La valeur des minéraux métalliques produits, qui représentait près de 53 % de la valeur totale de la production, a chuté de 44,3 % et s'est établie à 325,5 millions de dollars, surtout à cause du fait que la valeur et le volume de la production de zinc ont affiché des reculs importants. La faiblesse des prix du plomb, du cuivre et de l'argent a plus qu'annulé les augmentations de volume. La production de minéraux non métalliques a augmenté de 1,7 % et a représenté plus de 34 % de la valeur totale de l'activité de l'industrie. La valeur des carburants produits a chuté de 8,1 %, et celle des matériaux de structure a fléchi de 5,3 %.

La société Brunswick Mining and Smelting Ltd. a mis sur pied un important programme en vue de réduire ses coûts et d'améliorer sa productivité à la suite de la signature de sa nouvelle convention collective d'une durée de 34 mois, en mai dernier. Depuis que la production a repris à la mine de plomb et de zinc, près de 12 % (125 employés) des postes ont été supprimés dans le cadre des mesures d'économie et de modification des méthodes de travail. La productivité s'est accrue de plus de 30 %, et l'entreprise a atteint un record de production en août, ce qui augure bien pour la mine lorsque les prix se redresseront. Malgré l'adoption de ces mesures, l'entreprise a affiché des pertes de près de 21 millions de dollars pour l'année, contre un bénéfice de 25 millions de dollars en 1990. L'entreprise continuera d'appliquer son programme d'exploration d'une valeur de 8 millions de dollars, étant donné que les réserves primaires de la mine, qui date de 27 ans, devraient être épuisées d'ici sept ans. En l'absence de nouvelles réserves, on prévoit que la production de la mine commencera à diminuer dans la deuxième moitié des années 1990.

La mine Heath Steele a continué de produire à plein régime, malgré la chute des prix et la force du dollar canadien. Afin de réduire ses frais généraux, la mine a mis à pied 24 employés, de sorte que ses effectifs se chiffraient à 262 personnes en février 1992. Il est possible que la mine soit agrandie si l'entreprise déniche de nouveaux investisseurs. Heath Steele traitera les livraisons de métaux communs de la mine Stratabound Minerals, qui a commencé à produire en août au sud-ouest de Bathurst.

NovaGold Resources a acquis les droits d'exploitation d'un nouveau procédé de récupération des métaux communs, qui a donné de bons résultats à

la suite des essais qui ont eu lieu à ses installations de Murray Brook. L'entreprise entend aussi utiliser ce procédé à ses installations de traitement du tungstène à Mt. Pleasant; la faisabilité de ce projet est actuellement à l'étude dans le sud-ouest de la province. Les réserves étant pratiquement épuisées à Murray Brook, ces installations seront peut-être transformées en vue de l'extraction du cuivre. La découverte par NovaGold d'un gisement apparemment important de plomb et de zinc près de Plaster Rock avait entraîné en décembre la délimitation de 1 000 nouvelles concessions minières dans la région de Sewell Brook.

Les deux mines de potasse de la province ont poursuivi leur production, malgré un changement de propriétaires aux installations de la Denison-Potacan. Denison a vendu 60 % de ses actions de la mine à Potacan (Potash Co. of Canada), une co-entreprise regroupant des sociétés françaises et allemandes, et les installations portent maintenant le nom de Potacan Mining Company. La mine a fonctionné à son régime maximal en 1991, mais la faiblesse des prix mondiaux de la potasse et d'autres matières premières a provoqué des difficultés financières chez Denison, l'un des grands producteurs de minéraux au monde. En septembre, la Potash Company of America (PCA) a exporté des livraisons record de plus de 49 000 tonnes de ses installations de stockage de potasse à Saint-Jean. On prévoit que la production de PCA dépassera 750 000 tonnes en 1992. En janvier, la province a annoncé une modification des règles sur l'exploration de la potasse en vue de libéraliser les possibilités de prospection. Plutôt que d'être assujettis à un mécanisme d'appel d'offres pour les droits d'exploration sur les terres soumises au contrôle gouvernemental, les particuliers et les entreprises pourront dorénavant se voir octroyer des concessions minières de potasse de la même façon que pour les autres minéraux.

Par ailleurs, la production de tourbe a continué de s'intensifier, et sa valeur a atteint 27 millions de dollars en 1991. Les dépôts néo-brunswickois renferment l'une des meilleures tourbes horticoles au monde.

La production de charbon dans la province a diminué de 48 000 tonnes et s'est chiffrée à 500 000 tonnes en 1991, par suite du fléchissement de la demande d'énergie électrique (produite par des centrales au charbon) attribuable

à la récession. On a terminé la mise en service de nouvelles installations d'extraction d'une valeur de 19 millions de dollars à Minto, et la société New Brunswick Coal a entrepris l'exploration des gisements de charbon de Beersville.

Étant donné que l'on prévoit une reprise économique à l'échelle mondiale dans la seconde moitié de 1992, les perspectives qui s'offrent à l'industrie minière du Nouveau-Brunswick sont encourageantes. Les mesures d'économie mises en oeuvre par la plupart des mines devraient leur être fort utiles lorsque les prix des minéraux industriels se mettront à monter. Toutefois, on ne s'attend pas à une augmentation importante des prix du plomb et du zinc avant la fin de 1992 ou le début de 1993, soit d'ici à ce que les excédents de stocks soient écoulés à l'échelle mondiale. Les prix de la potasse sont actuellement à leur plus bas et ils devraient augmenter dans un an.

CONSTRUCTION

Malgré un léger recul des investissements en immobilisations en 1991, l'industrie de la construction a continué de jouer un rôle important dans l'activité économique du Nouveau-Brunswick. Selon l'enquête réalisée par Statistique Canada sur les intentions d'investissement des secteurs privé et public, les dépenses en immobilisations ont diminué de 3,7 %, pour se chiffrer à 2 622,5 millions de dollars, ce qui donne des résultats bien supérieurs au recul de 7,0 % enregistré dans l'ensemble du Canada. Les dépenses engagées en vue de la réparation des éléments d'actif existants ont été évaluées à 833,8 millions de dollars, ce qui représente un recul de 5,3 % par rapport à 1990. En tout, les dépenses en immobilisations et en réparations se sont chiffrées à 3 456,3 millions de dollars, en baisse de 4,1 %.

Les dépenses en immobilisations du secteur des affaires ont fléchi de 3,1 %; ce recul était attribuable aux diminutions enregistrées dans les secteurs du commerce, de la finance et des services commerciaux (-31,5 %), de la fabrication (-17,4 %) et des industries primaires (-6,1 %). La fin de grands projets de construction en 1989 et 1990 dans les industries de fabrication et dans les secteurs du commerce et des affaires a entraîné une diminution des investissements en 1991. Étant donné l'intensification des activités à Belledune et

dans les autres projets de construction d'installations productrices d'énergie, les investissements du secteur des services d'utilité publique se sont accrus de 22,9 %. Le secteur de l'habitation a, quant à lui, affiché une légère diminution de 3,6 % en 1991. Les dépenses en immobilisations des établissements et de tous les paliers de gouvernement ont chuté de 5,4 %, malgré la hausse des investissements consacrés à la construction de routes par le gouvernement provincial.

Les investissements dans le secteur de l'habitation se sont accrus au fil des mois, et le nombre de mises en chantier a augmenté de 7,0 %, passant de 2 683 en 1990 à 2 872 en 1991; à ce chapitre, les activités ont été particulièrement dynamiques dans les régions rurales. La valeur des permis de construction résidentielle émis par les municipalités a fléchi de 17,9 %, et celle des permis de construction non résidentielle a affiché un recul de 13,9 %. Dans l'ensemble, la valeur des permis de construction a chuté de 16,1 %. Le nombre d'emplois dans le secteur de la construction s'est chiffré à 16 000, en baisse de 3 000 par rapport à 1990.

On prévoit que les investissements en immobilisations diminueront de 4,5 % en 1992, mais qu'ils demeureront tout de même à des niveaux très élevés. L'industrie bénéficiera surtout des investissements importants dans les installations de production d'énergie et dans les projets des secteurs du commerce et des services. Les mesures adoptées récemment en vue de stimuler la construction d'habitations devraient avoir un impact positif. En outre, le début de la construction du lien fixe entre l'Île-du-Prince-Édouard et la province et de Point Lepreau II ainsi que les nouveaux travaux sur la route transcanadienne que pourrait annoncer le gouvernement du Nouveau-Brunswick amélioreraient grandement les perspectives de l'industrie de la construction ainsi que la situation économique dans son ensemble. La revue des secteurs de l'industrie forestière, des mines, de la fabrication et des services donne des détails sur bon nombre des grands projets de construction prévus ou actuellement en chantier dans la province.

SERVICES

Le secteur des services a accru sa part de l'emploi total dans la province à 75,5 % en 1991, surtout à cause du recul du niveau de l'emploi dans les industries productrices de biens. Le nombre d'emplois a diminué de 1 000 pour s'établir à 216 000, après avoir augmenté de 6 000 en 1990. Les salaires ont augmenté de 3,5 % dans le secteur des services, ce qui représente une hausse légèrement inférieure à celle de 4,0 % enregistrée dans les industries productrices de biens.

Transports, communications et autres services publics

Le niveau de l'emploi dans les transports, les communications et les autres services publics se chiffrait à 27 000, soit le même qu'en 1990. Au cours de l'année, les salaires ont augmenté de 1,5 %.

Le volume des marchandises manutentionnées dans le port de Saint-Jean s'est accru de 14,0 % en 1991, après avoir augmenté de 2,0 % en 1990. Les arrivages, qui avaient diminué l'année dernière, ont affiché une hausse de 8,9 %, et le volume des marchandises en partance a augmenté de 20,2 %.

Parmi les nouvelles entreprises dans le secteur des transports, notons Baxter Corporation, un fournisseur de matériel pour les hôpitaux et les laboratoires, qui a ouvert des bureaux et un centre de distribution d'une valeur de 3,2 millions de dollars en août, créant ainsi 25 emplois à Moncton. En décembre, Federal Express a ouvert son centre national de facturation à Moncton (62 employés) et Yellow Freight Ltd., de Kansas City, a ouvert un petit entrepôt qui fournit du travail à 5 personnes. CP Express et Transport a récemment annoncé un agrandissement d'une valeur de 6,5 millions de dollars en vue de centraliser son administration nationale; ce projet permettra à CP de doubler ses effectifs, qui compteront 110 personnes. Northwest Airlines a annoncé qu'elle offrira des vols sans escale vers Boston en partance de Fredericton, de Saint-Jean et de Moncton à compter du printemps 1992, ce qui pourrait entraîner la création d'environ 18 emplois.

Dans le secteur des communications, le total des appareils téléphoniques en service au Nouveau-Brunswick a augmenté de 4,3 % en 1991, et le nombre d'appels interurbains en provenance de la province s'est accru de 10,4 %. Les dépenses en immobilisations prévues par NBTel ont fléchi de 3,3 %, pour se chiffrer à 103 millions de dollars en 1991. L'entreprise entend augmenter ses dépenses en immobilisations de 2,2 % en 1992.

Stentor Resource Centre a ouvert le National Centrex Business Development Centre à Saint-Jean au mois de février. Ce centre, regroupant NBTel et d'autres grandes entreprises de télécommunications au Canada, permettra de centraliser les services de pointe en matière de communications d'affaires pour l'ensemble du pays. Les effectifs, qui comptent actuellement 14 personnes, seront portés à 24 employés vers le milieu de l'année. CAMCO a ouvert son centre de télécommunications à Moncton au cours de l'année dernière; l'entreprise comptait au début 25 employés, et elle entend créer 90 emplois en tout d'ici à 1993.

La production d'électricité totale dans la province a augmenté de plus de 5 % durant les 9 premiers moins de l'exercice 1991-1992 et les ventes au secteur industriel ont augmenté de plus de 10 %. En 1990-1991, la rénovation d'usines et les conflits de travail avaient réduit la demande d'électricité. L'augmentation des ventes aux résidents et des ventes de services généraux ont été moins importantes que prévu à cause des températures plus chaudes que la normale et de l'économie en perte de vitesse.

On a terminé la construction des centrales de Millbank et de Sainte-Rose pendant le dernier exercice. Des nouveaux contrats de vente ont été signés avec Hydro-Québec et Maritime Electric de l'Île-du-Prince-Édward. Deux contrats conclus avec des entreprises de services publics de la Nouveau-Angleterre n'ont cependant pas été renouvelés. L'exportation d'électricité globale a diminué de 19,8 %.

Énergie N.-B. a conclu deux ententes en vue de l'achat de capacité de production et d'énergie auprès de deux entreprises qui exploiteront des centrales alimentées au bois, lesquelles seront construites à Sussex et à Kedgwick. On a poursuivi la construction de la centrale alimentée au charbon de Belledune, d'une

valeur de 965 millions de dollars; celle- ci devrait entrer en exploitation à l'automne 1993. L'entreprise a aussi lancé un programme de conservation de l'énergie axé sur les consommateurs et visant à réduire la croissance de la demande d'électricité.

Commerce de détail et de gros

À cause du fléchissement des dépenses des consommateurs, le niveau de l'emploi dans le secteur du commerce a chuté de 8,3 % (5 000 emplois) pour se chiffrer à 55 000 postes en 1991; la part de l'emploi total dans les services occupée par ce secteur est ainsi passée de 27,6 % l'année précédente, à 25,5 % l'année dernière. Les salaires versés dans ce secteur d'activité ont augmenté de 2,5 % en 1991.

La valeur totale des ventes au détail de tous les commerces a chuté de 6,0 % en 1991, comparativement à une baisse de 6,4 % dans l'ensemble du Canada. La valeur des ventes au détail en 1991 ne tient pas compte de la taxe sur les produits et services, alors que les chiffres des années antérieures comprenaient l'ancienne taxe de vente fédérale.[3] Les ventes des grands magasins ont fléchi de 8,1 %. Les reculs les plus importants ont été enregistrés dans les ventes de vêtements, de meubles et d'accessoires ménagers, de biens durables et d'automobiles. Pour l'année 1991, les ventes des grossistes ont chuté de 9,7 %, après avoir diminué de 8,0 % en 1990.

La construction de plusieurs centres commerciaux et magasins de détail se poursuit dans toute la province. L'agrandissement du Brookside Mall de Fredericton s'est terminé au cours de l'année.

---

3 **À l'échelle nationale, le pourcentage de la taxe de vente fédérale incluse dans la valeur des ventes au détail a été évalué à 4,2 % en 1990, ce qui a entraîné une diminution de l'ordre de 2,5 % dans les ventes au détail en 1991.**

Finances, assurances et affaires immobilières

Le niveau de l'emploi dans ce secteur a atteint en moyenne 12 000 en 1991, ce qui représente une augmentation de 1 000 emplois par rapport à l'année précédente. La rémunération des travailleurs s'est accrue de 5,3 % par rapport à 1990. Le plus grand projet d'immobilisation dans ce secteur, soit la construction à Saint-Jean de l'édifice à bureaux Mercantile Centre, d'une valeur de 30 millions de dollars, a été mis en chantier en 1991.

Services socio-culturels, commerciaux et personnels

Ce secteur comprend des activités non commerciales comme les soins de santé, le bien-être social et l'éducation; il englobe aussi diverses activités commerciales telles que les services aux entreprises, les services personnels, les divertissements, les installations de loisirs ainsi que les établissements d'hébergement et de restauration. Le niveau de l'emploi a augmenté de 2 000 postes dans ce secteur en 1991, et il s'établit maintenant à 99 000. Les salaires versés par les services socio-culturels, commerciaux et personnels ont augmenté de 5,8 %.

Les recettes totales des restaurateurs, des traiteurs et des taverniers ont diminué de 1,5 % en 1991, comparativement à une hausse de 4,0 % en 1990. Les restaurateurs détenteurs d'un permis d'alcool ont vu leurs recettes augmenter de 2,4 %, tandis que les autres ont affiché un recul de 3,3 %.

Le Kingsclear Sports Lodge, d'une valeur de 8,3 millions de dollars, a ouvert ses portes près de Fredericton en 1991, alors que les travaux de construction de l'auberge Sheraton, d'une valeur de 31 millions de dollars, se sont terminés en janvier. Cet établissement offrira 150 emplois à temps plein et à temps partiel à Fredericton. La construction du Centre municipal de Saint-Jean, qui coûtera 24 millions de dollars, doit se terminer en septembre 1993. Par ailleurs, les travaux d'agrandissement de l'hôtel Algonquin de Saint Andrews débuteront en septembre 1992.

Tourisme

Le Nouveau-Brunswick n'a pas échappé au ralentissement qu'a connu l'industrie touristique de l'est du Canada et du nord-est des États-Unis en 1991. On estime que le nombre de visiteurs a diminué de 6,5 % pour se chiffrer à 1,41 million. Le taux d'occupation des établissements d'hébergement a chuté de 6,2 % et atteignait 1,59 million de nuitées; les ventes de repas et de boissons ont diminué de 1 % et se sont chiffrées à 317 millions de dollars. Bien que les données finales ne soient pas disponibles, on estime que les recettes totales de l'industrie seront en baisse par rapport au sommet de 612 millions de dollars atteint l'année précédente. La diminution des déplacements en Amérique du Nord est généralement imputée à la récession. Même si le Nouveau-Brunswick a souffert de la situation, son rendement s'est révélé beaucoup plus encourageant que celui de nombreuses régions du centre et de l'est du Canada, qui ont affiché des reculs de plus de 10 %.

CONCLUSION

Étant donné que l'économie du Canada et des États-Unis se remet lentement des effets de la récession qui a sévi au cours de la deuxième moitié de 1990 et au début de 1991, la croissance économique du Nouveau-Brunswick a nettement ralenti. Les marchés internationaux pour nos produits de la forêt, des mines et de la fabrication ont été très faibles, en particulier dans la région du nord-est des États-Unis qui traverse une récession depuis plusieurs années. Les grèves dans les secteurs des mines et des pâtes et papiers ont provoqué une réduction de la production de deux des principales industries du Nouveau-Brunswick. La fermeture et le ralentissement des activités de plusieurs usines, particulièrement dans l'industrie des pâtes et papiers, ont aussi freiné la production. Étant donné la faiblesse de la confiance des consommateurs, les ventes au détail ont fléchi. Les investissements se sont maintenus à peu près au même niveau qu'en 1990 ; à ce chapitre, les usines de production d'électricité sont bonnes premières. Le niveau de l'emploi a chuté au cours de l'année; les industries vulnérables à la récession, comme le commerce, la fabrication et la construction, ont le plus souffert et sont en partie responsables de la légère hausse du taux de chômage. L'inflation, mesurée à l'aide de l'indice des prix à la consommation de la province, a nettement augmenté par suite de l'imposition de la taxe sur les produits et services.

Comme c'est le cas pour la plupart des économies axées sur les ressources, celle du Nouveau-Brunswick entre généralement en récession après les autres et tarde davantage que les économies basées sur la consommation à s'engager sur la voie de la reprise. Étant donné que l'on prévoit que les économies canadienne et américaine retrouveront leur vitalité vers le milieu de l'année, on peut s'attendre à ce que l'activité économique s'intensifie dans la province en 1992. Toutefois, les pertes importantes de capacité de production et d'emplois ralentiront nettement la reprise dans la province, même si elles seront partiellement contrebalancées par une augmentation du niveau de l'emploi et de la production de la part des nouvelles entreprises des secteurs des services et de l'industrie de la fabrication légère. Les activités d'investissement s'appuieront encore beaucoup sur les dépenses en immobilisations consacrées à la production d'énergie. La croissance de l'emploi sera lente, ce qui devrait provoquer une légère hausse du taux de chômage. On prévoit que l'augmentation de l'indice des prix à la consommation atteindra en moyenne 3 %, soit le même taux qu'à l'échelle nationale.

SERIE ANNUELLE

Tableau		Page
1	POPULATION	43
2	POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGES	43
3	COMPONENTS OF POPULATION GROWTH	44
4	REVENU PERSONNEL PAR HABITANT	45
5	PERSONAL INCOME & GDP AT FACTOR COST, PER CAPITA	45
6	REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL	46
7	DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE	47
8	DÉPENSES BRUTES DE LA PROVINCE EN DOLLARS CONSTANTS	48
9	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE	49
10	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1986	50
11	INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS	51
12	RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE, PAR ACTIVITÉ	52
13	STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE	53
14	EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET SELON LA PROFESSION	54
15	EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	55
16	VALUE OF PRODUCTION IN AGRICULTURE	55
17	COMPOSANTES DU REVENU DES AGRICULTEURS	56
18	STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE	57

Tableau **Page**

19 ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE 57

20 STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE 58

21 PRODUCTION MINÉRALE-QUANTITÉ 59

22 STATISTIQUE PRINCIPALE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE 59

23 PRODUCTION MINÉRALE - VALEUR 60

24 STATISTIQUE PRINCIPALE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES 61

25 LIVRAISONS DE PRODUITS DE FABRICATION, INDUSTRIES PRINCIPALES 62

26 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS 63

27 TRAVAUX DE CONSTRUCTION 63

28 VALEUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION 64

29 COMMERCE DE DÉTAIL 65

30 COMMERCE DE DÉTAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE 66

31 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION 67

32 RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION 68

33 DISPONIBILITÉ ET ÉCOULEMENT DE L'ENERGIE ÉLECTRIQUE 69

34 EXPORTATIONS 70

35 EXPORTATIONS NATIONALES 71

Tableau 1 - POPULATION

Année	Nouveau-Brunswick	Pourcentage de variation	Canada	Pourcentage de variation	N.-B. en % du Canada
1961	597 936		18 238 247		3,3
1966	616 788	3,2	20 140 880	9,7	3,1
1971	634 557	2,9	21 568 311	7,1	2,9
1976	677 250	1,8	22 992 600	1,3	2,9
1981	696 400	0,1	24 341 700	1,2	2,9
1982	696 600	0,0	24 583 100	1,0	2,8
1983	703 200	0,9	24 787 200	0,8	2,8
1984	707 900	0,7	24 978 200	0,8	2,8
1985	709 900	0,3	25 165 400	0,7	2,8
1986	710 400	0,1	25 353 000	0,7	2,8
1987	712 300	0,3	25 617 300	1,0	2,8
1988	714 300	0,3	25 909 200	1,1	2,8
1989	717 800	0,5	26 240 300	1,3	2,7
1990	723 200	0,8	26 602 600	1,4	2,7
1991[1]	726 800	0,5	26 991 600	1,5	2,7

[1] Ces données ne sont pas les résultats du recensement de 1991, ce sont des estimations encore établies à partir du recensement de 1986.

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-210.

Tableau 2 - POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGES (en milliers)

Année	0-14	15-24	25-34	35-64	65 et plus
1961	227,2	90,9	67,5	165,4	46,9
1966	222,1	107,9	65,2	171,3	50,3
1971	203,1	126,4	73,9	176,5	54,7
1976	193,1	137,6	99,9	185,7	61,1
1981	173,6	136,6	116,4	199,2	70,6
1982	170,6	133,3	116,7	203,9	72,2
1983	169,3	132,1	118,7	209,4	73,6
1984	167,6	130,2	120,1	214,6	75,3
1985	165,2	127,4	121,3	219,0	77,1
1986	161,9	124,6	122,2	222,9	78,8
1987	159,0	122,6	122,8	226,8	81,0
1988	156,4	120,3	123,3	231,5	82,7
1989	155,1	117,8	123,6	237,1	84,2
1990	153,8	116,0	124,1	243,3	86,0
1991[1]	152,6	114,2	123,6	248,8	87,6

[1] Ces données ne sont pas les résultats du recensement de 1991, ce sont des estimations encore établies à partir du recensement de 1986.

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-210.

Tableau 3 - ÉLÉMENTS DE L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Année se terminant le 31 mai	Naissances vivantes	Décès	Accroissement naturel	Accroissement absolu	Migration nette[1]
1976	11 800	5 216	6 584	12 000	+5 400
1977	11 753	5 140	6 613	6 900	+300
1978	11 119	5 210	5 909	4 000	-1 900
1979	10 784	5 086	5 698	3 800	-1 900
1980	10 782	5 284	5 498	3 500	-2 000
1981	10 633	5 178	5 455	1 000	-4 500
1982	10 373	5 109	5 264	200	-5 100
1983	10 582	5 339	5 243	6 600	+1 400
1984	10 406	5 172	5 234	4 700	-500
1985	10 268	5 298	4 970	2 000	-3 000
1986	10 080	5 382	4 698	500	-4 200
1987	9 653	5 341	4 312	1 900	-2 400
1988	9 534	5 462	4 072	2 000	-2 100
1989	9 604	5 499	4 105	3 500	-600
1990	9 743	5 502	4 241	5 400	+1 200
1991	9 845	5 570	4 275	3 600	-600

[1]Migration nette = Accroissement absolu - Accroissement naturel.

Sources: Statistique Canada 11-003, 84-202 et 91-210.

Tableau 4 - COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL
(millions de dollars)

Année	Rémunération des salariés	Revenu des exploitants agricoles	Revenu des entreprises individuelles	Revenu de placements	Transferts	Total[1]
1976	2 244	36	184	224	680	3 462
1977	2 417	27	199	249	799	3 789
1978	2 623	40	227	326	868	4 189
1979	2 930	44	252	399	888	4 630
1980	3 227	34	261	467	1 015	5 139
1981	3 647	61	273	640	1 161	5 928
1982	3 962	45	350	763	1 403	6 711
1983	4 223	35	453	728	1 587	7 261
1984	4 578	58	509	876	1 762	7 983
1985	5 016	29	570	910	1 884	8 594
1986	5 374	38	631	988	2 053	9 274
1987	5 808	41	655	1 050	2 165	9 916
1988	6 312	51	698	1 154	2 329	10 745
1989	6 870	56	714	1 285	2 441	11 564
1990	7 266	43	732	1 457	2 629	12 336
1991*	7 615	41	752	1 434	2 858	12 913

[1]Les chiffres ne concordent pas avec le total.
Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 5 - REVENU DES PARTICULIERS ET PIB AU COÛT DES FACTEURS, PAR HABITANT
(en dollars)

Year	Revenu personnel		N.-B. en proportion	PIC au coût des facteurs		N.-B. en proportion
	N.B.	Canada	du Canada	N.B.	Canada	Canada
1976	5 112	6 877	74,3	5 105	7 695	66,3
1977	5 539	7 513	73,7	5 395	8 366	64,5
1978	6 088	8 299	73,4	5 938	9 218	64,4
1979	6 692	9 242	72,4	7 383	10 505	70,3
1980	7 390	10 352	71,4	7 555	11 755	64,3
1981	8 512	12 046	70,7	8 405	13 127	64,0
1982	9 634	13 214	72,9	8 933	13 649	65,4
1983	10 326	13 840	74,6	9 613	14 749	65,2
1984	11 277	14 903	75,7	10 672	16 095	66,3
1985	12 106	15 903	76,1	11 378	17 118	66,5
1986	13 055	16 853	77,5	12 552	17 822	70,4
1987	13 921	18 003	77,3	13 463	19 201	70,1
1988	15 043	19 552	76,9	14 511	20 751	69,9
1989	16 110	20 922	77,0	15 443	21 898	70,5
1990	17 058	22 185	76,9	16 090	22 422	71,8
1991*	17 767	22 567	78,7	16 361	22 183	73,8

Source: Statistique Canada 13-213

Tableau 6 - REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL
(millions de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991*
Rémunération des salariés	5 374	5 808	6 312	6 870	7 266	7 615
Solde et indemnités militaires	140	150	153	149	156	159
Bénéfices des corporations avant impôts	593	765	801	785	593	445
Intérêts et revenus divers de placement	867	888	966	1 016	1 244	1 209
Revenu net comptable des exploitants agricoles au titre de la production agricole	38	39	47	56	45	41
Revenu net des entreprises non agricoles non constituées en corporation, loyers compris	631	655	698	714	732	752
Ajustment de la valeur des stocks	-22	-75	-62	-50	-18	-20
REVENU PROVINCIAL NET AU COÛT DES FACTEURS	7 621	8 230	8 915	9 540	10 018	10 200
Impôts indirects	1 308	1 453	1 563	1 742	1 854	1 922
Moins:						
Subventions	146	163	163	181	195	204
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	1 296	1 360	1 450	1 545	1 618	1 691
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	10 079	10 880	11 765	12 646	13 295	13 609
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AU COÛT DES FACTEURS[1]	8 917	9 590	10 365	11 085	11 636	11 891

[1] Le PIB au coût des facteurs est égal au PIB au prix du marché plus les subventions, moins les taxes indirectes.

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 7 - DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE
(millions de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991 *
Dépenses des consommateurs en biens et services	6 997	7 437	7 990	8 511	8 885	9 191
Biens	4 087	4 278	4 585	4 832	4 969	5 011
Services	2 910	3 159	3 405	3 679	3 916	4 180
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2 684	2 851	3 048	3 230	3 463	3 634
Formation brute de capital fixe	2 095	2 158	2 493	2 910	2 816	2 712
Administrations publiques	397	480	417	438	489	462
Construction non résidentielle	356	420	346	361	404	404
Machines et matériel	41	60	71	77	85	58
Entreprises	1 698	1 678	2 076	2 472	2 327	2 250
Construction résidentielle	724	672	735	752	736	703
Construction non résidentielle	328	338	456	570	732	948
Machines et matériel	646	668	885	1 150	859	599
DEMANDE INTÉRIEURE FINALE	11 776	12 446	13 531	14 651	15 164	15 537
Valeur de la variation matérielle des stocks	-391	11	165	83	-49	..[1]
Exportations nettes plus erreur d'estimation résiduelle	-1 305	-1 576	-1 932	-2 088	-1 821	-1 928
DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHÉ	10 079	10 880	11 765	12 646	13 295	13 609

[1]Inclus dans "Exportations nettes plus erreur d'estimation résiduelle".

Source: Statistique Canada 13-213.

TABLEAU 8 - DÉPENSES BRUTES DE LA PROVINCE[1]
EN DOLLARS CONSTANTS
(en millions de dollars de 1986)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991*
Dépenses personnelles en biens etservices de consommation	6 997	7 222	7 490	7 633	7 662	7 558
Biens	4 087	4 178	4 330	4 361	4 304	4 135
Services	2 910	3 044	3 160	3 272	3 358	3 423
Dépenses publiques courantes en biens et services	2 684	2 765	2 875	2 935	3 057	3 127
Formation brute de capital fixe	2 095	2 116	2 390	2 710	2 579	2 491
Gouvernement	397	477	401	411	451	434
Construction	356	416	328	330	360	363
Machines et matériel	41	61	73	81	91	72
Entreprises	1 698	1 639	1 989	2 299	2 128	2 057
Construction résidentielle	724	647	680	666	641	585
Construction non résidentielle	328	323	412	486	612	805
Machines et matériel	646	669	897	1 147	875	667
Demande intérieure finale	11 776	12 103	12 755	13 278	13 298	13 176

Les chiffres ont été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas.

[1] La somme de la demande intérieure finale et des exportations moins les importations donne les dépenses brutes de la province. Les données relatives aux exportations et aux importations provinciales en dollars constants ne sont pas disponibles.

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 9 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
(millions de dollars)

	1984	1985	1986	1987
SECTEUR DES ENTREPRISES				
Agriculture	106,7	108,2	113,6	106,8
Exploitation forestière	247,9	226,6	213,8	230,2
Ind, de le pêche et du piégeage	49,2	56,3	70,6	85,1
Mines	195,1	123,1	139,5	178,7
Industries manufacturières	936,4	1 024,6	1 337,9	1 596,5
Ind. de la construction	519,1	518,0	594,3	648,4
Énergie électrique, gaz et autres services publics	453,9	452,6	539,6	545,1
Ind. des services d'enseignement	3,4	2,7	6,1	6,2
Ind. des services de soins de santé	125,0	137,9	139,0	150,9
Hébergement et restauration	188,7	194,6	212,1	228,6
SECTEUR NON COMMERCIAL				
Industrie des services forestiers	19,3	25,4	27,0	28,8
Industrie de la distribution d'eau	12,7	13,7	14,0	13,2
Ind. des services gouvernementaux	797,6	905,1	961,9	1 011,0
Services de l'admin. fédérale	457,0	486,0	516,5	541,1
Services des admin. provinciales	236,0	302,3	318,8	335,1
Services des admin. locales	104,5	116,8	126,6	134,9
Ind. des services d'enseignement	530,1	559,8	601,2	639,3
Serv. de soins de santé et sociaux	439,4	446,6	481,6	512,8
Industries productrices de biens	2 521,1	2 523,1	3 023,2	3 404,0
Industries productices de services	5 033,9	5 553,9	5 893,8	6 186,0
Produit intérieur brut au coût des facteurs	7 555,0	8 077,0	8 917,0	9 590,0

Source: Statistique Canada 15-203.

Tableau 10 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1986 (millions de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
SECTEUR DES ENTREPRISES						
Agriculture	99,8	113,6	92,9	92,1	90,4	90,9
Exploitation forestière	220,3	213,8	220,7	237,3	239,4	231,0
Ind. de la pêche et du piégeage	60,9	70,6	58,5	61,6	68,5	61,5
Mines	122,2	139,5	134,8	165,2	146,4	148,1
Industries manufacturières	1 136,4	1 337,9	1 548,1	1 643,6	1 709,5	1 735,7
Ind. de la construction	530,4	594,3	639,5	667,3	685,9	761,0
Énergie électrique, gaz et autres services publics	414,3	539,6	529,4	511,2	536,3	520,7
Ind. des services d'enseignement	3,1	6,1	5,9	..	..	..
Ind. des services de soins de santé	144,0	139,0	141,6	..	..	..
Hébergement et restauration	202,7	212,1	221,4	..	..	..
SECTEUR NON COMMERCIAL						
Industrie des services forestiers	28,5	27,0	29,9	23,7	23,3	23,4
Industrie de la distribution d'eau	13,2	14,0	12,6	12,8	12,7	12,8
Ind. des services gouvernementaux	938,1	961,9	987,5	1 002,0	1 015,1	1 032,8
Services de l'admin. fédérale	515,1	516,5	515,9	..	..	..
Services des admin. provinciales	297,1	318,8	343,0	..	..	..
Services des admin. locales	128,4	126,6	128,7	..	..	..
Ind. des services d'enseignement	597,3	601,2	622,3	..	..	..
Serv. de soins de santé et sociaux	467,6	481,6	508,5	..	..	..

Source: Statistique Canada 15-203.

Tableau 11 - INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS
(millions de dollars)

	1987	1988	1989	1990	1991[1]	1992[2]
Immobilisations	2 151,9	2 497,3	2 832,3	2 722,2	2 622,5	2 504,6
Construction:	1 403,8	1 520,0	1 581,4	1 724,8	1 905,2	1 892,9
Industries primaires et construction	65,5	80,3	60,6	59,9	52,2	62,0
Fabrication	40,7	89,9	130,3	78,0	40,9	17,1
Services d'utilité publique	87,0	121,0	184,7	340,3	660,2	626,7
Commerce et finances	119,4	136,7	173,4	190,4	117,8	110,6
Habitation	653,2	722,8	638,8	596,4	575,0	612,4
Institutions et ministères gouvernementaux	438,0	369,3	393,6	459,8	459,1	464,1
Machines et outillage:	748,1	977,3	1 250,9	997,4	717,3	611,7
Industries primaires et construction	101,0	108,3	143,3	93,5	91,9	100,2
Fabrication	247,2	429,5	692,8	296,0	268,1	130,2
Services d'utilité publique	119,9	151,6	136,1	307,8	136,3	155,5
Commerce et finances	211,8	208,8	193,0	196,4	147,1	141,9
Habitation	-	-	-	-	-	-
Institutions et ministères gouvernementaux	68,2	79,1	85,7	103,7	73,9	83,9
Réparations	750,8	809,7	880,5	880,3	833,8	847,7
Industries primaires et construction	132,4	148,0	156,3	136,3	134,7	163,0
Fabrication	169,9	188,7	216,6	261,0	232,6	206,8
Services d'utilité publique	188,0	186,1	194,8	213,9	202,4	217,0
Commerce et finances	65,9	58,8	71,2	57,4	50,0	50,0
Habitation	83,0	102,6	112,2	87,7	86,0	86,0
Institutions et ministères gouvernementaux	111,6	125,5	129,4	124,0	128,1	124,9
Immobilisatons et réparations	2 902,7	3 307,0	3 712,8	3 602,5	3 456,3	3 352,3

[1]Dépenses réelles provisoires.
[2]Perspectives.

Sources: Statistique Canada 61-205 et 61-206.

Tableau 12 - RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE, PAR ACTIVITÉ
(dollars)

	1988	1989	1990	1991
Forêts	491,59	533,03	543,65	565,00
Mines, carrières et puits de pétrole	648,82	706,22	714,82	728,60
Industries manufacturières	487,66	526,09	547,20	570,56
Aliments et boissons	383,10	414,09	437,48	447,36
Bois	419,66	430,63	457,21	486,08
Papier et activités annexes	783,26	824,03	869,91	890,29
Construction	480,37	538,45	537,70	569,37
BRANCHES PRODUCTRICES DE BIENS	497,15	540,21	553,99	578,66
Transports, communications et autres services publics	554,56	582,11	612,63	668,42
Transports	512,95	537,71	565,44	611,44
Commerce	295,38	300,83	316,22	328,73
Commerce de gros	416,26	427,72	441,12	477,29
Commerce de détail	246,76	249,64	263,59	266,86
Finances, assurances et affaires immobilières	422,67	437,08	453,18	446,15
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	362,21	380,33	409,29	444,59
Enseignement et services annexes	539,63	556,48	585,29	610,47
Services médicaux et sociaux	377,78	399,42	414,36	435,76
Services fournis aux entreprises	370,81	396,72	438,79	514,17
Hébergement et restauration	160,16	176,34	188,49	198,23
Administration publique	553,09	577,71	618,32	630,26
BRANCHES PRODUCTRICES DE SERVICES	396,20	411,52	437,23	464,74
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	421,10	442,62	463,40	489,74

Source: Statistique Canada 72-002.

Tableau 13 - STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

Année	Population de 15 ans et plus (milliers)	Population active (milliers)	Personnes occupées (milliers)	Chômeurs (milliers)	Taux de chômage (pourcentage)	Taux d'activité (pourcentage)
1976	473	253	226	28	11,0	53,6
1977	481	258	224	34	13,2	53,6
1978	489	268	234	34	12,5	54,8
1979	497	273	243	30	11,1	55,0
1980	504	280	249	31	11,0	55,6
1981	508	286	253	33	11,5	56,2
1982	512	281	242	40	14,1	54,9
1983	519	288	245	43	14,8	55,4
1984	525	290	247	43	14,8	55,2
1985	530	300	255	45	15,1	56,7
1986	533	306	262	44	14,3	57,4
1987	537	312	272	41	13,1	58,2
1988	541	318	280	38	12,0	58,8
1989	547	325	284	41	12,5	59,5
1990	553	331	291	40	12,1	59,8
1991	559	327	286	42	12,7	58,6

Sources: Statistique Canada 71-201 et 71-220.

Tableau 14 - EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ
ET SELON LA PROFESSION
(milliers)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Branche d'activité						
Agriculture	6	6	5	5	5	6
Autres branches du secteur primaire	11	11	12	13	13	14
Industries manufacturières	35	37	39	37	37	35
Construction	15	15	17	18	19	16
Transports, communications et autres services publics	23	23	25	25	27	27
Commerce	50	53	53	54	60	55
Finances, assurances et affaires immobilières	11	12	12	12	11	12
Services	88	90	93	96	97	99
Administration publique	23	24	24	24	22	23
Total	262	272	280	284	291	286
Profession						
Direction et administration	69	69	72	78	79	82
Travail administratif	41	45	46	47	46	46
Commerce	25	26	26	25	28	26
Services	42	44	44	42	44	42
Professions du secteur primaire	14	15	15	15	15	17
Traitement des matières premières	32	34	34	33	34	33
Construction	19	18	21	20	20	18
Transports	12	13	13	12	14	12
Manutention et autres métiers	9	9	10	11	10	11

Sources: Statistique Canada 71-001, 71-529 et 71-220.

Tableau 15 - EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(nombre)

Année	Administration[1] fédérale	Administration[1] provinciale	Administrations locales	Total
1976	16 384	30 611	3 754	50 749
1977	16 729	30 878	4 063	51 670
1978	17 205	32 798	3 815	53 818
1979	17 142	34 051	3 976	55 169
1980	17 340	34 629	4 164	56 133
1981	17 653	35 286	4 198	57 137
1982	16 883	36 009	4 341	57 233
1983	16 737	36 362	4 231	57 330
1984	16 922	36 455	4 196	57 573
1985	16 823	38 102	4 321	59 246
1986	16 660	39 182	4 256	60 098
1987	16 342	40 835	4 387	61 564
1988	16 465	41 165	4 328	61 958
1989	16 033	41 724	4 603	62 360
1990	15 491	44 049	4 920	64 460

[1]Comprend les entreprises publiques.

Sources: Statistique Canada 72-004, 72-007, 72-009 et 72-209.

Tableau 16 - VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE
(milliers de dollars)

	1987	1988	1989	1990
Ventes de produits agricoles	250 581	257 404	286 211	286 717
aux autres fermes	24 385	23 934	31 964	25 097
aux autres secteurs	226 196	233 470	254 247	261 620
Ventes de produits non agricoles	6 844	6 938	7 228	7 186
Autres Sources	14 157	17 685	16 274	12 263
Utilisations faites de la production à son propre compte	17 686	-6 392	7 209	-3 350
Revenu en nature	3 479	3 486	3 533	3 698
Valeur des changements touchant l'inventaire physique	14 207	-9 878	3 676	-7 048
VALEUR DE LA PRODUCTION TOTAL	289 268	275 635	316 922	302 816

Source: Statistique Canada 21-603.

Tableau 17 - COMPOSANTES DU REVENU DES AGRICULTEURS
(milliers de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Total, cultures	76 282	89 871	93 412	114 314	119 362	98 702
Pommes de terre	43 148	52 351	54 000	75 585	78 237	54 016
Fruits	7 803	9 642	9 607	7 937	8 836	9 020
Légumes	6 353	7 607	9 459	7 849	7 903	11 578
Produits forestiere de l'érable	7 543	7 614	8 335	8 461	8 478	8 375
Autres cultures	11 435	12 657	12 011	14 482	15 908	15 713
Total bétail et produits	141 695	143 169	146 996	147 161	149 444	145 212
Bêtes à cornes et veux	26 037	23 488	26 287	23 343	26 656	25 439
Porces	22 176	20 556	16 407	17 222	16 236	14 939
Produits laitiers	53 743	54 551	58 025	58 435	59 044	56 234
Volaille	24 347	25 230	27 845	29 741	31 949	31 235
Oeufs	13 070	13 428	14 015	15 198	12 902	15 125
Autres bétail et produits	2 322	5 916	4 417	3 222	2 657	2 240
Total paiements directs[1]	6 287	9 833	12 993	11 230	6 584	10 970
TOTAL RECETTES MONÉTAIRES	224 264	242 873	253 401	272 705	275 390	254 884
DÉPENSES D'EXPLOITATION ET D'AMORTISSEMENT	187 793	194 008	199 694	209 318	204 381	..
REVENUE NET TOTAL	23 868	66 551	47 315	70 596	67 659	..
REVENUE BRUT TOTAL[2]	211 661	260 559	247 009	279 914	272 040	..

1 Le total des paiements directs comprend les subventions et les paiements versés aux producteurs en vertu de divers programmes gouvernementaux.

2 Le revenu brut total correspond à la somme des recettes monétaires totales et du revenu en nature, corrigée de la valeur de la variation des stock.

Source: Statistics Canada 21-603.

Tableau 18 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Année	Établissements	Activité totale		Activité de l'exploitation forestière	
		Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur des livraisons
	(nombre)		(milliers de dollars)		
1976	210	3 852	45 072	73 603	177 180
1977	167	3 547	45 599	72 455	175 710
1978	180	4 269	56 159	87 544	198 401
1979	220	4 377	64 345	107 440	227 681
1980	252	4 140	65 921	112 187	251 104
1981	243	3 808	70 653	113 199	275 244
1982	195	3 188	57 652	82 562	219 528
1983	243	4 051	75 665	127 631	295 665
1984	265	3 217	67 873	171 680	370 493
1985	255	2 831	61 434	129 692	351 137
1986	232	2 970	69 909	126 737	365 324
1987	198	2 829	71 735	134 744	380 698
1987[1]	850	3 224	82 117	178 671	439 073
1988[1]	948	3 614	96 252	221 831	546 818
1989[1]	929	3 863	102 262	255 509	603 374

[1]Données ne pouvant être comparées à celles des années précédentes en raison de nouvelles techniques d'enquête.

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 19 - ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE (mètres cubes)

Année	Billes et billots	Bois à pâte	Bois de chauffage	Autres	Total
1976	1 798 000	5 394 000	198 000	88 000	7 478 000
1977	1 897 000	5 550 000	170 000	85 000	7 702 000
1978	2 265 000	5 947 000	204 000	93 000	8 509 000
1979	2 322 000	6 088 000	255 000	85 000	8 750 000
1980	2 345 000	5 714 000	252 000	76 000	8 387 000
1981	2 282 000	5 165 000	266 000	82 000	7 795 000
1982	2 061 000	3 956 000	241 000	62 000	6 320 000
1983	2 360 000	4 752 000	265 000	65 000	7 442 000
1984	2 534 000	5 486 000	269 000	89 000	8 378 000
1985	2 344 000	5 126 000	337 000	89 000	7 896 000
1986	2 542 000	5 745 000	340 000	93 000	8 720 000
1987	2 559 000	5 232 000	78 000	-	7 869 000
1988	2 560 000	6 626 000	13 000	-	9 199 000
1989	2 405 000	6 813 000	63 000	-	9 281 000

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 20 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

Espèces	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Poissons de fond	10 839	14 016	9 083	9 734	10 850	10 111
Morue	7 456	8 284	4 650	6 478	7 847	6 609
Perche rose	1 016	1 860	1 582	1 058	637	1 047
Autres	2 367	3 872	2 851	2 198	2 366	2 455
Poissons pélagiques et d'estuaire	14 521	17 591	16 838	17 598	18 493	13 640
Hareng	13 462	16 741	13 576	13 259	15 931	10 723
Eperlan	100	451	826	465	409	1
Autres	959	399	2 436	3 874	2 153	2 916
Mollusques et crustacés	68 533	69 210	85 926	59 944	70 672	63 891
Crabe	25 929	23 527	32 110	11 944	10 529	17 055
Homard	29 162	27 288	42 546	32 919	38 815	36 072
Pétoncle	4 882	9 075	5 306	7 287	16 619	5 072
Autres	8 560	9 320	5 964	7 794	4 709	5 692
Divers[1]	223	193	310	452	287	430
VALEUR TOTALE DES DÉBARQUEMENTS DE POISSON DE MER	94 116	101 010	112 157	87 728	100 302	88 072
QUANTITÉ TOTALE DES DÉBARQUEMENTS DE POISSON DE MER	130 498	131 562	140 150	150 846	153 111	105 770
NUMBER OF FISHERMAN	7 749	7 934	7 903	7 764	7 543	..

[1]Comprend la rhodyménie, la mousse, les écailles, etc.
Source: Pêches et Océans, Canada.

Tableau 21 - PRODUCTION MINÉRALE - QUANTITÉ
(milliers)

Minéral	Unités	1990	1991p
Cuivre	kilogrammes	8 620	10 138
Plomb	kilogrammes	56 244	59 019
Zinc	kilogrammes	233 933	169 887
Argent	kilogrammes	145	153
Tourbe	tonnes métriques	266	280
Soufre	tonnes métriques	73	47
Sable et gravier	tonnes métriques	8 265	6 843
Pierre	tonnes métriques	2 711	2 770
Charbon	tonnes métriques	548	500

Sources: Statistique Canada 26-202 et le ministère des Ressources naturelles et Énergie.

Tableau 22 - STATISTIQUE PRINCIPALE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE

Année	Activité totale		Activité minière	
	Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur de la production
		(milliers de dollars)		
1976	2 936	36 492	69 633	190 653
1977	3 018	44 735	79 611	226 422
1978	2 810	43 226	131 618	308 023
1979	2 881	49 919	227 389	435 225
1980	2 554	50 040	103 845	257 304
1981	3 093	70 071	150 505	416 483
1982	2 918	77 669	144 820	416 722
1983	2 626	70 416	110 241	372 625
1984	2 940	90 111	221 143	486 914
1985	3 068	93 587	128 034	419 068
1986	3 145	103 194	160 434	450 488
1987	3 191	107 175	212 098	539 831
1988	3 222	112 569	327 458	699 074
1989	3 695	131 102	317 843	745 529

Source: Statistique Canada 26-201.

Tableau 23 - PRODUCTION MINÉRALE - VALEUR
(milliers de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991p
Minéraux métalliques	312 466	391 728	604 046	582 439	584 492	325 546
Cuivre	12 860	17 515	25 139	26 456	27 142	27 535
Plomb	45 341	70 333	75 587	67 787	67 324	50 225
Zinc	196 595	229 699	431 581	433 736	450 788	212 529
Argent	41 168	56 176	54 236	40 063	26 130	22 869
Minéraux non métalliques	118 813	153 969	226 908	201 998	208 785	212 322
Tourbe	21 351	20 405	25 428	24 910	23 857	26 934
Soufre	8 956	13 975	17 127	15 796	9 222	6 547
Matériaux de construction	42 266	44 567	46 280	45 896	47 197	44 940
Sable et gravier	x	x	18 251	16 023	16 405	14 387
Pierre	13 064	15 934	15 266	14 277	18 098	18 398
Combustibles	28 027	33 347	33 530	33 740	37 200	34 200
Charbon	28 000	33 320	33 530	33 740	37 200	34 200
Tous les minéraux	501 572	623 611	910 764	859 375	877 926	617 008

Sources: Statistique Canada 26-201, 26-202 et le ministère des Ressources naturelles et Énergie.

Tableau 24 - STATISTIQUE PRINCIPALE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Année	Activité totale		Activité manufacturière	
	Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Livraisons
		(milliers de dollars)		
1980	32 221	526 902	1 079 586	3 560 553
1981	31 511	569 756	1 032 800	3 844 188
1982	28 619	562 523	938 432	3 323 697
1982[1]	28 506	561 295	936 750	3 319 877
1983[1]	28 429	593 532	1 040 848	3 504 835
1984[1]	28 531	631 327	1 150 595	4 092 301
1985[1]	29 456	692 037	1 242 712	4 243 042
1986[1]	31 805	764 144	1 534 531	4 909 325
1987[1]	32 424	838 345	2 035 355	5 634 686
1988[1]	34 508	931 646	2 110 878	5 627 650
1989[1]	36 130	994 198	2 144 976	5 884 584

[1]Ces chiffres sont basés sur la Classification type des industries (CTI) de 1980, alors que ceux susmentionnés sont basés sur la CTI de 1970.

Source: Statistique Canada 31-203.

Tableau 25 - LIVRAISONS DE PRODUITS DE FABRICATION, INDUSTRIES PRINCIPALES
(milliers de dollars)

Industrie	1988	1989	1990	1991
Industrie du papier et activités connexes	1 643 520	1 729 122	1 641 766	1 450 546
Industrie des aliments	1 127 798	1 248 477	1 256 932	1 245 699
Industries des boissons	173 041	170 299	173 944	179 846
Industrie du bois	498 767	515 582	465 055	404 927
Imprimerie, edition et ind. connexes	96 284	103 496	106 786	106 511
Fabrication de produits en métal	183 549	181 163	191 285	193 784
Meubles et articles d'ameublement	20 699	22 184	20 175	20 252
Divers	1 892 081	2 121 037	2 289 331	2 046 480
Total, Toutes les industries	5 635 739	6 091 360	6 145 274	5 648 045

Source: Statistique Canada 31-001.

Tableau 26 -LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS

Année	Toutes Regions		Centres urbains de 10,000+	
	Mises en chantier	Achèvements	Mises en chantier	Achèvements
1976	6 772	7 137	3 930	4 064
1977	4 308	5 313	2 179	3 207
1978	5 167	5 896	2 087	2 649
1979	5 021	5 090	1 474	1 913
1980	2 646	3 258	776	952
1981	2 188	2 477	586	787
1982	1 680	1 427	782	592
1983	4 742	3 487	2 123	1 797
1984	2 873	3 923	1 628	1 725
1985	4 142	3 224	2 467	2 049
1986	4 045	4 504	2 578	2 742
1987	3 716	3 944	2 309	2 443
1988	3 621	3 798	2 433	2 366
1989	3 681	3 383	2 199	2 174
1990	2 683	2 959	1 730	1 845
1991	2 872	2 858	1 623	1 785

Sources: Statistique Canada 64-002 et S.C.H.L.

Tableau 27 - TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Année	Main-d'oeuvre		Coûts des matériaux utilisés	Valeur des travaux exécutés
	Salariés	Valeur	(milliers de dollars)	
1976	23 799	325 136	315 035	892 979
1977	21 024	314 887	316 606	873 745
1978	21 485	336 966	342 863	927 736
1979	22 193	401 593	399 484	1 070 527
1980	14 747	358 130	365 709	958 052
1981	15 339	383 424	382 633	1 022 317
1982	20 325	393 005	424 578	1 081 700
1983	19 761	403 218	464 092	1 154 410
1984	20 317	429 618	485 077	1 200 082
1985	23 256	514 211	551 377	1 447 555
1986	20 344	465 265	551 337	1 471 396
1987	21 551	525 684	656 046	1 670 885
1988	23 417	590 907	780 093	1 811 322
1989	22 324	633 330	797 307	1 895 592
1990[1]	24 828	711 712	863 815	2 108 587
1991[2]	23 287	718 811	861 754	2 169 800

[1]Chiffres réels provisoires.
[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 28 - VALEUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION
(milliers de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990[1]	1991[2]
Construction de bâtiments	1 042 640	1 213 772	1 351 838	1 394 139	1 406 624	1 269 993
Habitations	608 077	736 203	825 434	750 968	726 636	759 982
Bâtiments industriels	67 020	66 339	102 857	150 641	147 580	81 679
Bâtiments commerciaux	148 172	180 468	206 919	286 001	330 637	223 765
Édifices institutionnels	167 508	180 796	164 601	158 885	147 554	144,762
Autres bâtiments	51 863	49 966	52 027	47 644	54 217	59 805
Construction technique	428 756	457 113	459 484	501 453	701 963	899 807
Génie maritime	11 434	15 388	22 436	14 613	17 786	33 478
Routes et pistes d'atterrissage	154 097	x	x	154 756	192 059	203 745
Systèmes d'eau et d'égout	45 097	52 137	46 760	40 937	45 965	48 972
Barrages et travaux d'irrigation	3 283	3 332	3 168	4 303	4 754	4 608
Énergie électrique	57 705	64 420	92 167	152 456	283 071	443 676
Chemins de fer, téléphones et télégraphes	51 160	54 745	x	57 913	60 873	63 965
Gaz et pétrole	10 514	5 997	7 809	9 303	8 801	12 742
Autres ouvrages	95 466	84 178	95 190	67 172	88 654	88 621
Total	1 471 396	1 670 885	1 811 322	1 895 592	2 108 587	2 169 800

[1]Chiffres réels provisoires.

[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 29 - COMMERCE DE DÉTAIL

Année	Total (millions de dollars)			Par habitant (dollars)		
	N.-B.	N.-É.	Canada	N.-B.	N.-É.	Canada
1981	2 562,6	2 999,6	102 961,3	3 680	3 540	4 230
1982	2 708,7	3 217,9	106 614,6	3 888	3 788	4 337
1983	3 008,9	3 671,6	116 010,0	4 279	4 284	4 680
1984	3 238,1	4 204,5	126 751,3	4 574	4 864	5 074
1985	3 508,9	4 757,4	141 346,3	4 943	5 462	5 617
1986	3 851,8	4 981,3	152 880,4	5 422	5 705	6 030
1987	4 195,5	5 425,7	167 939,0	5 890	6 180	6 556
1988	4 563,2	5 840,8	180 545,3	6 388	6 623	6 968
1989	4 771,3	6 020,1	188 160,1	6 647	6 777	7 171
1990	4 935,6	6 119,8	191 520,1	6 825	6 844	7 199
1991[1]	4 641,2	5 786,8	179 281,1	6 386	6 433	6 642

[1] Les estimations des ventes au détail pour 1991 ne tiennent pas compte de la taxe sur les produits et services, alors que les données antérieures à 1991 comprennent la taxe de vente fédérale.

Source: Statistique Canada 63-005.

Tableau 30 - COMMERCE DE DÉTAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE
(millions de dollars)

	1989	1990	1991
Supermarchés d'alimentation et épiceries	x	x	x
Tous les autres magasins d'alimentation	x	x	x
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	264,1	274,7	280,8
Magasins de chaussures	x	x	x
Magasins de vêtements pour hommes	44,6	43,0	39,1
Magasins de vêtements pour dames	84,3	87,1	83,9
Autres magasins de vêtements	82,4	78,5	69,1
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	x	x	x
Magasins d'accessories d'ameublement	37,8	36,6	31,4
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	1 043,8	1 078,3	957,7
Stations-service	375,2	399,5	369,2
Magasins de pièces et d'accessoires pour automobiles et services	263,0	296,0	279,4
Magasins de marchandises diverses	645,0	615,6	560,8
Autres magasins de produits semi-durables	137,4	135,5	124,4
Autres magasins de produits durables	101,7	94,8	83,8
Autres magasins de vente au détail	228,0	234,1	223,3
Total, ensemble des magasins	4 771,4	4 935,7	4 641,1

Source: Statistique Canada 63-005.

Tableau 31 - INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
(1986 = 100)

Année	Nouveau-Brunswick								Canada
	Aliments	Habitation	Habillement	Transports	Santé et soins personnels	Loisirs et lecture	Tabacs et boissons alcoolisées	Ensemble	Ensemble
1979	65,2	59,9	71,7	57,9	62,5	60,8	45,6	60,9	61,0
1980	72,4	65,1	79,9	65,0	69,0	66,7	50,3	67,2	67,2
1981	81,0	74,1	85,3	74,5	76,5	73,3	57,1	75,4	75,5
1982	84,7	83,0	89,3	82,5	84,2	80,7	64,9	82,4	83,7
1983	86,7	89,5	92,4	88,5	91,0	87,7	75,0	87,9	88,5
1984	91,5	94,3	94,7	92,3	95,0	91,4	81,6	92,4	92,4
1985	95,0	98,8	97,3	97,5	96,8	94,7	89,2	96,6	96,0
1986	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1987	104,6	102,0	103,6	99,2	105,1	105,7	105,2	102,8	104,4
1988	106,5	105,1	108,4	101,6	109,6	111,5	116,2	106,5	108,6
1989	111,1	108,5	111,9	106,9	114,1	116,0	135,1	111,5	114,0
1990	116,9	113,0	115,0	111,8	119,6	119,5	149,0	116,6	119,5
1991	122,9	119,5	125,6	115,8	128,2	125,1	179,5	124,2	126,2

Sources: Statistique Canada 62-001 et 62-010.

Tableau 32 - RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION

Année	Total	Hébergement		Repas et boissons		Emploi[1]
		Total	Hôtels et motels	Total	Restaurants	
		(millions de dollars)				
1976	164,5	50,4	46,8	114,1	41,1	..
1977	177,1	55,1	51,4	122,0	44,0	..
1978	202,4	61,2	56,8	141,2	46,9	..
1979	214,6	64,7	60,0	149,9	48,8	..
1980	231,6	70,5	65,2	161,1	..	..
1981	244,4	77,0	71,5	167,3	89,0	..
1982	271,4	84,5	79,0	186,9	95,4	..
1983	273,2	86,0	80,4	187,2	94,1	10 540
1984	303,9	97,0	90,3	206,9	105,5	10 565
1985	319,8	100,8	92,2	219,0	113,2	12 342
1986	353,2	113,6	103,8	239,6	124,1	12 909
1987	387,8	122,0	111,4	265,8	143,9	13 931
1988	412,2	130,1	117,9	282,1	148,9	14 370
1989	446,0	138,0	124,5	308,0	162,1	14 921
1990	..	..	..	320,5	167,7	13 464
1991	..	..	..	315,6	165,7	12 269

[1]Hébergement, et restauration.

Sources: Statistique Canada 63-011, 63-204 et 72-002.

Tableau 33 - DISPONIBILITÉ ET ÉCOULEMENT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
(GW.h.)[1]

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Disponibilité de l'énergie	19 780	19 498	19 280	21 227	19 601	19 271
Production totale	12 222	12 633	15 932	17 544	16 665	15 759
Production hydro-électrique (nette)	3 184	2 246	2 615	2 389	3 483	2 970
Services d'électricité	3 123	2 200	2 555	2 334	3 412	2 903
Établissements industriels	62	45	60	55	72	67
Production thermique (nette)	9 038	10 388	13 317	15 155	13 182	12 789
Services d'électricité	8 329	9 723	12 637	14 419	12 503	12 065
Établissements industriels	709	665	679	736	679	724
Importations des États-Unis	424	266	216	264	161	79
Reçue des autres provinces	7 133	6 598	3 132	3 419	2 775	3 433
Écoulement de l'énergie	19 780	19 498	19 280	21 227	19 601	19 271
Écoulement provincial total	11 555	12 039	12 698	13 450	13 173	13 638
Services domestiques	3 564	3 726	4 059	4 438	..	..
Services industriels	5 008	5 293	5 478	5 645	..	..
Consommation commerciale et autres	1 866	1 949	2 082	2 225	..	..
Divers	1 117	1 071	1 079	1 142	..	..
Exportée aux États-Unis	7 008	6 140	5 217	4 640	4 275	3 092
Livrée à d'autres provinces	1 217	1 319	1 365	3 136	2 153	2 542

[1] gigawatt heure = 1 million de kilowatts heure.

Sources: Statistique Canada 57-001 et 57-202.

Tableau 34 - EXPORTATIONS

Année	Nouveau-Brunswick	N.-B. en % du PIB	Canada	Canada en % du PIB	Exportations du N.-B. en % des exportations
	(milliers de dollars)		(millions de dollars)		
1977	924 412	25,0	43 684	22,6	2,1
1978	1 280 175	31,3	52 259	24,1	2,4
1979	2 049 847	40,1	64 317	25,8	3,2
1980	2 282 242	43,4	74 446	26,4	3,1
1981	2 440 837	41,7	81 337	25,5	3,0
1982	1 462 305	23,5	81 825	24,4	1,8
1983	1 667 680	24,7	88 155	24,3	1,9
1984	2 132 660	28,2	109 437	27,3	1,9
1985	2 128 508	26,4	116 145	27,0	1,8
1986	2 590 710	29,1	116 733	25,9	2,2
1987	2 951 159	30,8	121 462	24,8	2,4
1988	3 097 636	29,9	134 075	24,9	2,3
1989	3 031 991	27,4	134 511	23,4	2,3
1990	3 129 732	26,9	141 474	23,8	2,2
1991	3 018 677	25,4	138 079	23,1	2,2

Sources: Statistique Canada 65-001, 65-202 et tableaux non publiés.

Tableau 35 - EXPORTATIONS NATIONALES
(milliers de dollars)

Catégorie de marchandises	1989	1990	1991
Animaux vivants	348	2 643	1 910
Aliments frais et boissons	355 216	387 627	376 341
Viande et préparation de viandes	1 039	2 136	2 664
Poisson et préparations de poissons	250 290	245 746	257 046
Produit du laits et boulangerie	2 317	1 600	2 152
Fruit et préparations de fruits	2 423	2 119	2 771
Légume et préparation de légumes	63 054	96 631	75 670
Tous les autres aliments	3 060	4 122	6 423
Boissons	33 035	35 274	29 615
Matières brutes non comestibles	863 072	1 012 899	1 024 193
Légume matières brutes	13 910	20 595	20 597
Animaux matières brutes	4 015	4 947	2 673
Minéraux non métalliques et combustibles minéraux	673 731	820 591	911 248
Huiles de pétrole, autres que les huiles brutes	424 085	582 606	725 144
Énergie électrique	215 784	198 634	145 050
Minerals métallic et débris	171 416	166 765	89 675
Matiéres travaillées non comestibles	1 720 326	1 621 616	1 531 161
Bois d'oeuvre	128 683	135 312	108 541
Tous les autres demi-produits en bois	60 824	42 093	31 198
Pâte de bois et autres matière fibreuses cellulosiques	719 913	655 262	515 874
Papiers et cartons	592 219	600 764	677 671
Produits chimiques inorganiques	717	1 603	2 074
Produits chimiques organiques	62	2 710	1 633
Produits pharmaceutiques	29	17	42
Engrais	144 625	131 035	161 236
Produits divers des industries chimiques	1 038	7 576	1 058
Matières plastiques et caoutchouc (exclusant les pneus)	11 847	6 833	6 088
Métaux et produits fabriqués en metal	42 788	32 746	20 149
Métaux précieux, pierres, alliages et verre	5 826	678	486
Produits minéraux non-métaliques de base	9 786	4 155	4 169
Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 969	831	940
Produits finis	50 620	47 084	42 191
Machines agricoles et industriels	25 729	21 742	21 998
Material de transport	6 590	12 206	6 601
Machines, appareils et matériels électriques	2 319	2 479	1 932
Materiel de précision	8 917	7 063	7 266
Produits finis divers	7 065	3 592	4 395
Transactions spéciales commerciales (inclusant les pneus)	42 409	46 857	42 880
Total	3 031 991	3 118 726	3 018 677

Source: Tableaux non publiés de Statistique Canada.